

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Élections européennes 2019: Macron et Le Pen en duo



23,31%



22,41%

- **Le mouvement populaire en Algérie**
- **La guerre commerciale États-Unis - Chine**
- **La situation aux États-Unis**
- **Les trotskystes soviétiques**



Au sommaire de ce numéro

| | |
|---|----|
| Élections européennes 2019 : Macron et Le Pen en duo | 1 |
| Algérie: le mouvement populaire face aux manœuvres du pouvoir | 8 |
| Chine - États-Unis: une nouvelle étape de la guerre commerciale | 14 |
| États-Unis: la situation économique, politique et sociale | 18 |
| « Les morts se sont mis à parler. » | |
| L'actualité du combat des trotskystes soviétiques | 27 |

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

| | | | |
|----------------------|------|-------------------------------|------|
| • France, DOM-TOM | 15 € | • France, DOM-TOM | 32 € |
| • DOM-TOM, par avion | 17 € | • DOM-TOM, par avion | 37 € |
| • Europe | 20 € | • Europe (lettre prioritaire) | 45 € |
| • Monde | 24 € | • Monde (lettre prioritaire) | 58 € |

Plis fermés

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Jordan Bardella et Nathalie Loiseau,
le 15 mai 2019

Élections européennes 2019 : Macron et Le Pen en duo

Commentant le résultat des élections européennes, le journal *Le Figaro* affirme à juste raison, sous le titre « Comme une réplique du séisme de 2017 » : « Emmanuel Macron peut dire merci à Marine Le Pen et Marine Le Pen peut dire merci à Emmanuel Macron. Ils se sont servis mutuellement l'un de l'autre pour asseoir et consolider leur face-à-face. »

Et de fait, avec le quasi-effondrement des Républicains, le maintien du Parti socialiste à un niveau électoral très bas et l'incapacité de La France insoumise à se substituer à feu le PS comme parti leader de la gauche, une nouvelle alternance est en train de s'imposer et de remplacer celle qui opposait la gauche à la droite.

Les européennes de 2019 confirment la recomposition politique engagée en 2017, lors de la présidentielle. Cette recomposition consiste à remplacer la séquence usée par un demi-siècle de bons et loyaux services, entre la gauche et la droite, pour le compte des possédants. Il s'agit d'en installer une autre, censée opposer les « progressistes » à ceux qu'ils dénoncent comme populistes ou nationalistes ; autrement dit, opposer ceux qui se proclament « ni de gauche ni de droite » à l'extrême droite. La comédie électorale reste la même, les acteurs ayant simplement changé de costume.

Journalistes et commentateurs analysent la composition de la future Assemblée et font des hypothèses sur la ré-

partition des postes dans les institutions européennes. La présidence de la Commission et celle du Parlement, telle ou telle place de commissaire, ne se régleront pas au Parlement, mais dans des marchandages entre les chefs d'État et de gouvernement des différents États-membres. C'est d'ailleurs le cas de toutes les décisions politiques importantes à l'échelle de l'Union européenne.

Le Parlement européen n'est là que pour contresigner les décisions prises entre États, non pas d'une manière démocratique, même du point de vue de la bourgeoisie, mais en fonction de la loi de la jungle. Les plus forts cherchent à imposer leurs volontés aux plus faibles. Aussi, ce qui préoccupe les partis de la bourgeoisie n'est pas, contrairement à ce qu'affirmaient leurs dirigeants respectifs, de peser sur les décisions des institutions européennes, et certainement pas par l'intermédiaire d'un Parlement qui n'a pratiquement aucun pouvoir.

Du point de vue de ces partis, le nombre de postes que leur assure le Parlement européen, s'il

n'est pas négligeable, reste insignifiant en comparaison avec ce qu'ils trouvent dans le cadre des institutions parlementaires de leurs États respectifs. Les élections européennes ont servi à mesurer les rapports de force entre les différents partis avec, en France, les yeux fixés sur les municipales de mars 2020.

La présidence de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat ne représentent que la partie émergée de l'iceberg du système parlementaire de la bourgeoisie. Les sommets visibles reposent sur un ensemble d'institutions aux niveaux régional, départemental et municipal.

Il y a un monde entre, d'une part, le niveau départemental ou régional et, d'autre part, la municipalité d'un village, avec son maire et ses conseillers municipaux plus ou moins liés à la population et qui, du fait de leur proximité, sont un peu plus sous le regard de leurs administrés que les notables des régions ou les maires des grandes villes. Mais c'est l'ensemble de ces institutions qui assurent un maillage du pays. Et c'est un maillage qui four-

nit influences et subsides aux grands partis de la bourgeoisie.

L'élection de Macron, en 2017, a été le début du chambardement pour les partis de gouvernement de cette alternance gauche-droite qui a été pendant des dizaines d'années l'expression, en tout cas ici en France, de la démocratie parlementaire bourgeoise.

Les élections européennes confirment le déclin des principaux partis de l'alternance, la droite parlementaire d'un côté et le Parti socialiste de l'autre. Mais la recomposition politique n'est pas encore achevée. Elle a besoin d'être consolidée par la recomposition au niveau des municipalités, socle du système institutionnel.

La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, vient de formuler la crainte que la débandade de son parti, Les Républicains, se poursuive lors des municipales. Et c'est déjà ce qui se produit avant même que ces municipales aient lieu. Un nombre croissant de maires Les Républicains voudraient éviter de se réclamer de cette étiquette qui risque de leur porter la poisse. Se revendiquer de Macron ou, pour certains d'entre eux, du Rassemblement national (RN), leur paraît augmenter leurs chances d'être réélus.

Pécresse se pose, certes, en direction de rechange à la place de Wauquiez, et ses critiques sont intéressées. Mais elle résume une préoccupation qui est aussi celle du PS, l'autre grand parti de l'alternance.

Tant que ces deux partis de gouvernement gardent leur base municipale, ils peuvent espérer refaire surface dans les élections nationales. Et, en attendant des temps meilleurs, ils peuvent préserver une certaine influence et les ressources financières qui vont avec.

Mais comment s'en assurer? Voilà ce qui est à la base

de tous leurs discours, de leur recherche de positionnement. Un peu plus de promesses écologiques? Un peu plus de xénophobie ou de fermeté anti-immigrés? Un peu plus, ou un peu moins, de discours protectionniste? Un peu plus d'évocation de l'identité nationale ou religieuse?

Dans une période où les références conventionnelles de la vie politique sont brouillées, à quoi, à qui se référer pour assurer son plan de carrière? Ce n'est pas qu'une question de rémunération. À partir d'un certain seuil, en fonction de la population de la ville, de ses ressources, des achats de ses services, du nombre de ses agents, etc. un notable dispose d'un poids social, d'une influence, qu'il peut mettre à la disposition de la bourgeoisie locale. Mais comment s'assurer de telles positions? Il n'est pas facile de trouver quelle démagogie sera électoralement payante.

La seule certitude en cette période marquée par la crise, par l'instabilité qu'elle entraîne, est l'évolution réactionnaire. Elle ne se manifeste pas tant par l'augmentation de l'électorat d'extrême droite – il reste limi-

té par rapport aux européennes de 2014 et au premier tour de la présidentielle de 2017 – que par la reprise par les grands partis, macroniste compris, d'une multitude de saletés réactionnaires dont le RN n'a plus le monopole.

L'évolution vers une sorte de bipartisme, à la manière de ce qui caractérise la démocratie bourgeoise aux États-Unis, était dans l'air du temps. Et elle l'était bien avant que Macron saisisse l'occasion pour devenir président de la République, en essayant de capitaliser à son profit personnel l'usure des partis de l'ancienne alternance.

Laissons les commentateurs spéculer sur le caractère durable ou non de cette nouvelle alternance. Même si les grands partis de gauche de l'ancienne alternance ont été parfaitement intégrés dans les institutions et si le PS a montré depuis très longtemps que la bourgeoisie pouvait lui faire confiance pour gérer ses affaires publiques, en collaboration avec le PCF ou pas, ces deux partis étaient liés au mouvement ouvrier, ne serait-ce que par leur origine lointaine.

Ce n'est pas le cas, ni de près ni de loin, des partis qui do-



Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, candidats de Lutte ouvrière aux élections européennes.

minent la nouvelle alternance. Pas plus des macronistes que de l'extrême droite ou des écologistes.

La participation un peu plus élevée en 2019 qu'en 2014 est le fait de l'électorat petit-bourgeois. Ce n'est pas pour rien que ce que tous les commentateurs considèrent comme la principale surprise des résultats est le score des écologistes. Cette mobilisation plus forte n'est certainement pas le fait des quartiers ouvriers.

Le succès des écologistes, à 13,5% des voix, reflète en partie une plus forte mobilisation dans les milieux petits-bourgeois. Les préoccupations autour des problèmes d'environnement ont donné à EELV le terrain sur lequel se positionner. Si une partie de l'électorat petit-bourgeois, les jeunes en particulier, a voté pour eux, c'est pour certains par préoccupation écologique. Pour d'autres, ce vote incarne le même choix ou, plus exactement, le même refus de choix entre la gauche et la droite – sur lequel Macron avait basé la stratégie qui l'a porté au pouvoir –, mais en y ajoutant l'aspect du vote contre Macron.

LE PARLEMENTARISME, FEUILLE DE VIGNE DE LA DOMINATION DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie des grandes puissances impérialistes a trouvé avec le parlementarisme un système qui dissimule sa mainmise sur la société. Elle donne à la population l'illusion que c'est d'elle et de ses votes que dépend la vie sociale, alors qu'en réalité elle est soumise à la dictature impitoyable du grand capital. Mais cette illusion ne fonctionne que tant qu'elle est crédible. C'est de moins en moins le cas.

La forme de domination dite démocratique de la bourgeoisie

est le résultat d'une évolution historique dans laquelle le mouvement ouvrier a joué un rôle majeur. Aux origines de la démocratie parlementaire, c'est sous la pression du prolétariat que la bourgeoisie a fini par abandonner le suffrage censitaire. Le combat contre cette forme de représentation limitée aux seuls possédants a été un des aspects essentiels de l'éveil politique du prolétariat britannique, dont le mouvement chartiste. Il aura fallu plusieurs décennies pour que le suffrage universel se répande dans les pays bourgeois les plus développés. Et encore! En France, le suffrage n'est devenu plus ou moins universel, en incluant les femmes, qu'en 1945, c'est-à-dire un siècle après le chartisme!

Et la démocratie parlementaire reste réservée aux pays impérialistes où la bourgeoisie est assez riche pour se l'offrir grâce au pillage des pays dominés et à l'exploitation de leur classe ouvrière.

Car le parlementarisme coûte. Il faut en financer les institutions et se payer une caste de politiciens rétribués. Et, plus largement, il faut financer tous ces corps intermédiaires dont le rôle est d'assurer une certaine stabilité sociale, en tentant d'atténuer certaines des conséquences de la lutte de classe, en essayant de désamorcer les affrontements par des négociations.

Au fil du temps, les appareils syndicaux, de plus en plus intégrés dans l'appareil d'État par l'impérialisme, pour reprendre l'expression de Trotsky, sont devenus un des piliers des démocraties impérialistes, un puissant moyen pour peser sur la classe ouvrière, pour la ligoter, l'intégrer dans le système institutionnel de la bourgeoisie.

Les appareils syndicaux et l'électoratisme sont les deux piliers de la démocratie impérialiste.

Mais ces multiples moyens pour canaliser le mouvement ouvrier, pour l'intégrer dans le système et pour faire des partis et des syndicats des piliers de la stabilité, coûtent de l'argent. Et la bourgeoisie sur le déclin en a de moins en moins ou, plus exactement, elle s'efforce de plus en plus de réduire le coût de fonctionnement de sa démocratie.

Une multitude de réactions et d'attitudes de Macron vis-à-vis des syndicats, comme vis-à-vis des collectivités locales, se situent dans cette évolution générale. Là encore, tout cela n'est pas dû à l'homme qui est au pouvoir comme pour les autres avant lui: il est l'exécutant des intérêts de la bourgeoisie.

Et, pour ne parler que de cet aspect des choses, la préoccupation des états-majors des partis politiques de la bourgeoisie a pour fondement les difficultés croissantes des municipalités et des pouvoirs locaux. La rivalité des partis autour de la mangeoire devient d'autant plus violente que la mangeoire rétrécit.

Toutes ces bagarres ne concernent encore pour l'essentiel que la caste politique et les appareils syndicaux. Si, derrière la crise des institutions de la bourgeoisie, il y a la crise du système capitaliste, ce n'est pas encore la crise de la bourgeoisie. Cette crise touche son personnel politique. C'est à ce personnel de la gérer.

L'ABSTENTION DES CLASSES POPULAIRES

La majorité de l'électorat populaire ne s'est pas sentie concernée par ces élections européennes.

Les réjouissances bruyantes du RN d'être arrivé en tête, celles de la majorité macroniste d'avoir limité les dégâts, celles des écologistes de pouvoir jouer dans la cour des

grands, masquent la réalité plus qu'elles ne l'éclairent.

Certes, l'abstention a été une des plus faibles depuis que le Parlement européen est élu au suffrage universel, avec un taux de participation de 50 %, contre 42 % en 2014. Mais cette progression n'est pas due aux classes populaires. Derrière une évolution globale, il y a des différences considérables entre les quartiers bourgeois ou petits-bourgeois et les quartiers ouvriers. Par exemple, dans le Rhône, dans les villes populaires de Saint-Fons et Vaulx-en-Velin, l'abstention a atteint respectivement 71,91 % et 73,28 %. En Seine-Saint-Denis, à Clichy-sous-Bois et Bobigny, l'abstention a atteint respectivement 75,88 % et 70,42 %, quand elle a été de 52,41 % à Pantin, socialement plus mélangé. Elle a été encore moindre à Levallois-Perret (43,90 %) ou à Neuilly-sur-Seine (37,47 %), communes cossues des Hauts-de-Seine.

Les sondes et politologues de l'IFOP notent qu'une des plus fortes démobilisations a lieu parmi l'électorat de la gauche, y compris ce qu'ils appellent la gauche radicale (60 % parmi les Insoumis), plus que chez les électeurs du centre et de la droite. Et, surtout, ils soulignent que la principale motivation avancée par les abstentionnistes pour expliquer leur non-participation au scrutin « *n'est plus le désintérêt pour les élections européennes, comme en 2014, mais le sentiment que ces élections ne changeront rien à leur situation* ». Et le pourcentage de ceux qui ne veulent plus participer à la comédie électorale est plus fort encore si on tient compte de ceux qui ne se donnent même pas la peine de s'inscrire sur les listes électorales (29 200 inscrits sur 65 000 habitants à Vénissieux). Sans même parler de ceux qui, travailleurs étrangers, même s'ils vivent et sont exploités en France, n'ont de toute façon pas le droit de vote.



Une manifestation contre la loi El Khomri à Metz en 2016.

Le fait que le duel final se déroule entre la liste patronnée par Macron et celle de Le Pen est la concrétisation poussée à l'extrême de toute une évolution. L'électorat populaire a été convié à départager la millionnaire Le Pen et un représentant caricatural de la morgue bourgeoise envers les travailleurs. Pour un certain nombre d'électeurs des classes populaires, voter pour l'une signifiait surtout voter contre l'autre.

RECONSTRUIRE LA GAUCHE... OU LE MOUVEMENT OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE ?

Au lendemain de la publication des résultats, *L'Humanité* titrait : « Quelle gauche après ça ? », citant la tête de liste PCF Ian Brossat : « *La gauche doit s'assumer fièrement et se rassembler* ».

Mais assumer quoi ? Et être fière de quoi ?

La direction du PCF est en effet bien obligée d'assumer le fait qu'après avoir représenté plus de 20 % de l'électorat, il se retrouve à 2,49 % des voix.

Mais, à part le constat de cette débâcle, assumer quoi ?

Assumer les années de caution que le parti, qui affiche

encore l'étiquette communiste dans son nom, a apportée à des gouvernements qui ont mené sous Mitterrand puis sous Jospin la politique de la grande bourgeoisie et du patronat contre la classe ouvrière ?

Assumer l'électoratisme qui a employé les militants et les sympathisants du PC à convaincre les travailleurs qu'au-delà des élections il n'y avait point de salut pour les travailleurs et qui a permis à un Mitterrand, à un Jospin, de devenir les chefs de file de ce « conseil d'administration de la bourgeoisie » qu'est le gouvernement ?

Assumer cette politique d'Union de la gauche qui a mené le PC à se sacrifier au profit du PS, lequel a sombré à son tour dans la déchéance, sous Hollande d'abord puis sous un de ses ex-ministres, Macron ?

L'expression de Brossat tire de tous ces échecs une seule leçon, une seule perspective qui est : « *se rassembler* ». En clair, n'avoir rien d'autre à proposer à ses propres militants que de recommencer. À en juger par le regard appuyé lancé vers les écologistes, qui ont obtenu des résultats si enviables aux européennes, la direction du PCF est disposée à les prendre comme composante dominante de cette « gauche rassemblée »

qu'elle appelle de ses vœux, alors même qu'un Jadot tient à affirmer qu'il n'est ni de droite ni de gauche!

L'aventure de Mélenchon complète les leçons parallèles du PS et du PC. Mélenchon, avec La France insoumise, a choisi pour recomposer la gauche autour de sa personne une trajectoire qui, déjà, s'éloignait de toute référence au mouvement ouvrier. Il ne tenait même pas à apparaître comme opposé à l'économie de marché, au capitalisme. Sa tentative électorale a échoué: la liste présentée par LFI n'a recueilli que le tiers des voix qui s'étaient portées sur Mélenchon à la présidentielle.

La gauche, tant qu'elle avait un certain crédit parmi les travailleurs, a enchaîné le mouvement ouvrier au système institutionnel de la bourgeoisie. Cet instrument s'est brisé en remplissant cette tâche, et tous ceux qui veulent le réparer trompent les travailleurs, alors que la société est poussée vers le précipice.

S'opposer à l'extrême droite, avec toutes les saletés réactionnaires et antiouvrières qu'elle charrie, ne pourra pas se faire en ressuscitant le cadavre des vieux partis. Ce qu'il est vital de reconstituer, c'est le mouvement ouvrier, pour qu'il reprenne le drapeau du combat contre la dictature de la bourgeoisie sur la société.

Alors que les partis de la gauche sont en pleine déconfiture, le mouvement ouvrier n'a pas disparu. Il y a encore des milliers de militants dans les entreprises qui se consacrent tant bien que mal à défendre, à défaut des intérêts politiques, au moins les intérêts matériels de leurs camarades de travail. Ce sont ces militants qui assurent l'activité syndicale dans les entreprises. Ce sont eux qui peuplent les manifestations.

Mais le mouvement ouvrier organisé, gravement affaibli par la politique de la gauche

lorsque ses partis étaient au gouvernement, et qui se retrouve aujourd'hui sans perspective autre que de recommencer, ne pourra retrouver ses forces que sur la base des idées de la lutte de classe.

Tout un passé récent, marqué par l'électorisme, par le réformisme, a pesé sur ces militants, au point de leur faire oublier jusqu'aux valeurs de base du mouvement ouvrier. À commencer par la conscience de classe elle-même et par l'internationalisme.

C'est dans ce domaine que l'activité des militants communistes révolutionnaires est essentielle, dans cette période de recul, pour transmettre l'héritage du courant révolutionnaire du mouvement ouvrier. La renaissance du mouvement ouvrier est inséparable de la nécessaire émergence d'un parti communiste révolutionnaire.

Les résultats de Lutte ouvrière, soit 176 434 voix (voir ci-dessous), pour modestes qu'ils soient, confirment la présence d'un courant politique qui maintient la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, l'internationalisme face à la montée des nationalismes, le drapeau rouge face au drapeau tricolore de la bourgeoisie. Renforcer ce courant, lui donner la force d'intervenir dans la lutte de classe que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie, est la tâche essentielle en cette période de crise économique et d'offensive de la classe capitaliste. C'est de cet effort que pourra surgir le parti ouvrier révolutionnaire représentant les intérêts matériels et politiques des exploités.

Même si le mouvement ouvrier retrouve de la vigueur, le courant communiste révolutionnaire restera minoritaire au sein de la classe ouvrière, comme il l'a toujours été dans le passé hors des périodes révolutionnaires.

L'histoire du mouvement ouvrier est traversée par des affrontements, parfois violents, entre sa composante communiste révolutionnaire et sa composante réformiste, voire complètement intégrée dans la société bourgeoise.

Tant qu'elle dominera la société, la bourgeoisie exercera une pression dissolvante sur le mouvement ouvrier. Seules les périodes où de larges masses entrent en lutte et où elles sont instruites par les nécessités de leur combat peuvent les amener à une prise de conscience révolutionnaire et à mettre en cause radicalement la domination de la bourgeoisie sur la société.

Ces moments sont rares dans l'histoire, mais ce sont ceux où la société se débarrasse de ses structures devenues anachroniques, pour créer la société nouvelle correspondant aux exigences du développement de l'humanité.

La différence fondamentale entre les marxistes et tous les courants plus ou moins réformistes, y compris ceux que les conséquences néfastes du réformisme mettent mal à l'aise, est que, même dans des périodes de recul, les marxistes gardent confiance en la classe ouvrière. Cette confiance n'est pas fondée sur la combativité temporaire, voire sur le degré de conscience momentané de la classe ouvrière, mais sur l'analyse de la société capitaliste et de ses contradictions. C'est ce que Marx et Engels formulaient en 1848 dans *Le Manifeste communiste* par: «*Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.*»

L'opposition au capitalisme sera secrétée en permanence par le capitalisme lui-même, par l'avidité de la grande bourgeoisie et par son incapacité à répondre à quelque problème sérieux que ce soit qui se pose à l'humanité.

L'organisation capitaliste de la société ne peut fonctionner qu'en maintenant dans l'exploitation et l'oppression une partie de la société, le prolétariat. Aussi féroce que puisse être la dictature de la grande bourgeoisie,

elle fera tôt ou tard surgir la révolte, précisément à cause de cette férocité.

C'est dans cette révolte que la minorité de travailleurs conscients peut devenir la majorité et amener les masses ou-

vrières à prendre et à exercer le pouvoir pour transformer la société, en mettant fin à la domination du grand capital par l'expropriation de la grande bourgeoisie.

29 mai 2019



Lors de la manifestation du Premier Mai 2017, entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Annexe: Les résultats de Lutte ouvrière

Aux élections européennes des 25 et 26 mai 2019, Lutte ouvrière obtient 176 434 voix, soit 0,78 % des suffrages exprimés. Lors du scrutin européen de mai 2014, les listes présentées par Lutte ouvrière et Combat ouvrier avaient totalisé 222 491 voix, soit 1,17 % des suffrages; à l'élection présidentielle d'avril 2017, sur la base d'une participation électorale nettement supérieure, Nathalie Arthaud avait obtenu 232 466 voix (0,64 %). Aux élections législatives de juin 2017, les candidats présents dans 550 circonscript-

tions avaient recueilli 159 470 voix (0,72 %).

D'élection en élection, notre courant, quoique très minoritaire, maintient donc une présence qui permet à un certain nombre de travailleurs d'exprimer leur point de vue de classe. C'est dans des villes ouvrières et des quartiers populaires que les résultats de notre liste sont les plus significatifs, comme à Aubervilliers (1,71 %) en Seine-Saint-Denis, ou Oissel (1,99 %) en Seine-Maritime.

Signalons qu'en Marti-

nique, où milite notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, porte-parole de Combat ouvrier et troisième sur notre liste, nous obtenons 2164 voix, soit 6,64 % des suffrages exprimés. À la Guadeloupe, où Jean-Marie Nomertin, également porte-parole de Combat ouvrier, était aussi candidat sur la liste de Lutte ouvrière, nous obtenons 1714 voix, soit 4,48 %.

Enfin, nous reproduisons ci-dessous les résultats d'ensemble des élections européennes de 2009 et 2014.

Les résultats des élections européennes en 2014 et 2019

| Européennes 2014 | Inscrits | % Abst | Votants | Exprimés | % / inscrits |
|------------------|------------|--------|------------|------------|--------------|
| | 46 544 712 | 57,57% | 19 747 893 | 18 955 761 | 40,73% |

| | Nombre de voix | % |
|---------------------------|----------------|-------|
| Lutte ouvrière | 222 491 | 1,17 |
| Autres extrême-gauche | 79 945 | 0,42 |
| Front de Gauche | 1 200 713 | 6,33 |
| Parti socialiste | 2 650 357 | 13,98 |
| Divers gauche | 602 294 | 3,18 |
| Europe-Écologie-Les Verts | 1 696 442 | 8,95 |
| Divers | 827 526 | 4,37 |
| Union du Centre | 1 884 565 | 9,94 |
| UMP | 3 943 819 | 20,81 |
| Divers droite | 1 133 811 | 5,98 |
| Front National | 4 712 461 | 24,86 |
| Autre Extrême-droite | 1 337 | 0,01 |

| Européennes 2019 | Inscrits | % Abst | Votants | Exprimés | % / inscrits |
|------------------|------------|--------|------------|------------|--------------|
| | 47 344 735 | 49,88 | 23 731 252 | 22 654 224 | 47,85 |

| | Nombre de voix | % |
|------------------------------------|----------------|-------|
| Lutte ouvrière | 176 434 | 0,78 |
| Parti communiste | 564 717 | 2,49 |
| La France insoumise | 1 428 386 | 6,31 |
| Parti socialiste et Place publique | 1 401 978 | 6,19 |
| Liste Benoît Hamon | 741 212 | 3,27 |
| Europe-Écologie-Les Verts | 3 052 406 | 13,47 |
| Autres écologistes | 411 793 | 1,82 |
| La République en marche | 5 076 363 | 22,41 |
| Les Républicains | 1 920 530 | 8,48 |
| UDI | 566 746 | 2,5 |
| UPR | 265 957 | 1,17 |
| Debout la France | 794 953 | 3,51 |
| Rassemblement national | 5 281 576 | 23,31 |
| Autre Extrême-droite | 157 169 | 0,69 |
| Parti animaliste | 490 570 | 2,17 |
| Alliance jaune | 122 573 | 0,54 |
| Autres Listes | 200 861 | 0,89 |



LDC

Algérie: le mouvement populaire face aux manœuvres du pouvoir

En Algérie, deux mois après la démission d'Abdelaziz Bouteflika, le mouvement populaire commencé le 22 février se poursuivait toujours en mai, malgré la période de jeûne du mois de Ramadan respectée par beaucoup. Après plus de trois mois de mobilisation, les manifestants rejettent la « transition démocratique » qu'on leur propose sous l'égide d'anciens du « système » tels qu'Abdelkader Ben Salah, le président par intérim, et le Premier ministre Noureddine Bedoui, au point que l'élection présidentielle prévue pour le 4 juillet a encore été repoussée. Face à une contestation qui ne faiblit pas, le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah est en première ligne depuis la démission de Bouteflika et se démène pour tenter de trouver une issue à la crise politique dans laquelle le régime algérien est empêtré.

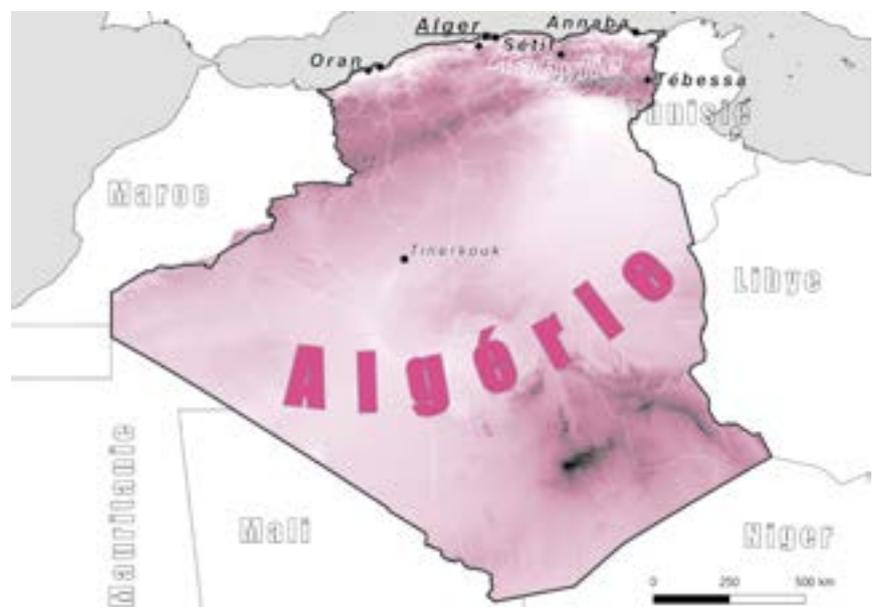
Imposé à la tête des armées par Bouteflika en 2004, Gaïd Salah a d'abord été un défenseur ardent d'un cinquième mandat pour celui-ci, avant de se résoudre finalement à le pousser vers la sortie. Pendant plus de vingt ans, il y a eu au sommet de l'État un consensus sur le nom de Bouteflika car il pouvait être le paravent derrière lequel se réglait les conflits entre les différents clans au pouvoir. C'est ce paravent qui est tombé, emporté par le souffle du *Hirak* (le mouvement, en arabe).

OPÉRATION MAINS PROPRES ET RÈGLEMENT DE COMPTES

Les luttes entre clans rivaux se sont exacerbées et s'affichent désormais en public. Gaïd Salah, longtemps pilier du système et du clan Bouteflika, voudrait sauver sa place et ne pas faire les frais de la vague de « démagisme » qui

souffle sur le pays. Mais il voudrait du même coup être celui qui sauvera l'essentiel pour les classes dominantes. Après avoir dans un premier temps menacé les manifestants, il s'est posé en protecteur du mouvement populaire et a offert en sacrifice à la vindicte des masses quelques-uns des hommes qu'elles détestent le

plus. Après l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia, cela a été le tour d'un de ceux que la foule a surnommés « les 3 B » : en avril, le président du Conseil constitutionnel Tayeb Belaïz, qui avait validé la candidature de Bouteflika en le considérant comme apte à gouverner malgré son état de santé, a dû démissionner.



Faisant écho aux manifestants dans un communiqué, Gaïd Salah a déclaré « *s'interroger sur les moyens qui ont permis à une poignée de personnes d'amasser des richesses immenses par des voies illégales et dans un court laps de temps, en toute impunité, profitant de leur accointance avec certains centres de décision douteux, et qui tentent ces derniers jours de faire fuir ces capitaux volés et de s'enfuir vers l'étranger* ». Reprenant à son compte le slogan des manifestants « Armée, peuple, frères, frères », il s'est lancé à la mi-avril dans une vaste opération mains propres.

Celle-ci a commencé par les arrestations de grands patrons proches de Bouteflika, comme les frères Kouninef ou Ali Haddad, l'ex-chef de l'organisation patronale algérienne FCE, dont les noms étaient conspués par des millions de manifestants. Elles s'ajoutent à l'arrestation d'Issad Rebrab, patron de Cevital et première fortune du pays, qui se présentait comme un opposant à Bouteflika. Le dirigeant de la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a quant à lui été limogé. Tous sont accusés de malversations, de corruption, de non-respect des règles des marchés publics.

Cette opération menée tambour battant voudrait réus-

sir à endiguer la contestation en se ralliant l'opinion populaire. Mais elle permet aussi à Gaïd Salah de se servir du mouvement pour justifier l'arrestation de ses rivaux. Il a ainsi accusé les participants à une rencontre orchestrée par Saïd Bouteflika d'être partisans d'un « *complot ourdi par la main de l'étranger* », qui visait à désorganiser les manifestations et à empêcher la transition constitutionnelle. Mais ce qui le dérangeait avant tout était sans doute que les hommes à l'origine de cette rencontre comptaient se débarrasser de lui.

Le 3 mai, Gaïd Salah a donc contre-attaqué et fait arrêter trois hommes autrefois tout-puissants : Saïd Bouteflika, frère du président accusé d'avoir en coulisse dirigé le pays, et les deux ex-généraux Tartag et Médiène dit Toufik, ex-patrons du service du renseignement (DRS), ont été placés sous mandat de dépôt par le tribunal militaire de Blida et inculpés pour atteinte à l'autorité de l'armée et complot contre l'autorité de l'État. Pour impressionner l'opinion populaire qu'elles étaient censées satisfaire, ces arrestations ont été mises en scène à la télévision.

Se posant en justicier et en arbitre et voulant sans doute montrer qu'il peut frapper

aussi bien à sa gauche qu'à sa droite, Gaïd Salah s'en est aussi pris à Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs. Ayant accepté de rencontrer Saïd Bouteflika et le général Toufik, celle-ci a été incarcérée pour complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité du commandant d'une formation militaire et de changer le régime. On ne voit certes pas en quoi la responsable d'un parti se réclamant des travailleurs aurait pu défendre leurs intérêts par une rencontre avec des hommes de ce même « système » que dénonce toute la mobilisation populaire. Le fait ne doit cependant pas surprendre car il n'est que la suite d'une politique de soutien à Bouteflika, dans laquelle la responsable du PT s'est compromise pendant plus de vingt ans. Les travailleurs et les classes populaires ne doivent pas pour autant être dupes de l'opération de Gaïd Salah. Si des patrons ou des hommes du régime sont accusés de malversations, l'accusation visant Louisa Hanoune est politique et son arrestation est, de la part du régime, un précédent dangereux et inacceptable.

Les travailleurs, les masses populaires, seraient certainement en droit de demander des comptes à Louisa Hanoune pour sa politique, mais ils ne peuvent certes pas s'en remettre à un tribunal militaire pour cela ni à la justice civile bourgeoise, qui après avoir été aux ordres de Bouteflika agit aujourd'hui sur ordre du chef de l'armée.

Gaïd Salah a ordonné aux juges d'accélérer les procédures dans le cadre d'enquêtes pour corruption aussi bien dans la capitale qu'en province. À Sétif par exemple, le directeur général du CHU a été mis sous mandat de dépôt pour détournement et dilapidation de deniers publics et faux et



Le général Médiène dit Toufik, ex-patron du DRS et le chef d'État-major Gaïd Salah .

usage de faux. Dans la wilaya d'Annaba, cent dix personnes, élus, directeurs, importateurs devraient être convoqués pour enrichissement illégal.

Les images de voitures déversant des personnalités officielles devant les marches du tribunal d'Alger ou du tribunal militaire de Blida ont été retransmises à la télévision. En une seule journée, près d'une soixantaine de hauts responsables ont été convoqués comme témoins dans le cadre de la mise en cause de l'ex-patron des patrons Ali Haddad, dont les ex-Premiers ministres Ouyahia et Sellal. Avec huit autres ministres et un wali (préfet) ils sont poursuivis par la Cour suprême pour non-respect des lois concernant l'attribution des marchés publics et des contrats.

Avec humour, ce défilé permanent a été surnommé par certains le festival de Cannes ! La mise en scène est trop évidente et est perçue par beaucoup comme l'expression des règlements de comptes entre clans rivaux.

En agissant de la sorte, Gaïd Salah espère sans doute aussi rassurer ceux qui sont dans l'incertitude et inquiets que le pays ne plonge dans le chaos. Une frange de la population peut avoir le sentiment que le ménage effectué par le chef de l'Armée, après des années d'impunité de l'ère Bouteflika, est salutaire. Mais beaucoup aussi se méfient de cette basse manœuvre venant d'un homme qui est toujours un pilier du système. Beaucoup n'acceptent pas cette justice expéditive venant d'un régime corrompu qui cherche avant tout à se maintenir en sacrifiant des têtes pour garder l'essentiel. La poursuite des manifestations même dans la période du ramadan montre que cette opération, vécue comme une énième tentative de faire rentrer les masses dans le rang, est loin de convaincre.

SOIF DE LIBERTÉ ET DE JUSTICE SOCIALE

Ce qui est devenu le plus grand mouvement populaire en Algérie depuis l'indépendance est d'abord l'expression d'une aspiration démocratique. La vague de « dégagisme » traduit la volonté de voir partir ceux qui dirigent le pays depuis des années. Elle n'a pas visé seulement Bouteflika, mais aussi les dirigeants politiques qui depuis 1962 ont eu la mainmise sur les richesses du pays. Le slogan « Algérie libre et démocratique » des manifestants exprime, pour les travailleurs et les classes populaires, l'aspiration à ne plus être écrasés et méprisés, à vivre dignement et pouvoir s'exprimer librement.

Bouteflika n'est plus ni président ni candidat à l'être, des têtes sont tombées, mais le système est toujours là. Les classes populaires, les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, les ouvriers agricoles et les petits paysans sont toujours confrontés quotidiennement à un système dont ils sentent qu'il les exploite, les opprime et leur refuse tous les droits. Un système dominé par la recherche du profit et qui a enrichi la bourgeoisie ainsi que les multinationales.

Le cri « Vous avez pillé le pays ! » résonne depuis le 22 février dans les rues, accusant une « bande de voleurs » de tout s'approprier et de continuer à le faire. Et en effet les membres des classes dominantes s'approprient les meilleures terres au détriment des petits paysans. Ils s'approprient le fruit du travail de millions de travailleurs payés une misère. Ils s'approprient les richesses naturelles du pays, l'eau, le gaz, le pétrole, au détriment de la population. Ils bénéficient de passe-droits accordés par des politiciens qu'ils corrompent. Des faits récents illustrent ces comportements qui suscitent la révolte.

Ainsi à Hammamet, dans la wilaya de Tebessa, la population est confrontée quotidiennement aux difficultés d'alimentation en eau potable alors même que la commune est réputée pour ses sources d'eau naturelle. Les habitants reprochent aux autorités locales d'avoir accordé des autorisations aux patrons de l'usine Youkous pour l'exploitation de nouvelles sources. Après avoir exprimé leur mécontentement devant la mairie, ils se sont dirigés vers l'usine où l'un des patrons n'a pas hésité à tirer sur eux, faisant treize blessés. Ces pilliers d'un bien commun aussi précieux que l'eau se révèlent être aussi ceux qui se croient tout permis.

Un autre cas a été celui de Tinerkouk, une ville du sud où un tiers de la jeunesse souffre du chômage, alors que la région est riche en gaz exploité par des compagnies internationales. Les jeunes n'acceptent plus d'être marginalisés et que les emplois offerts par les sociétés qui opèrent dans la région aillent à des travailleurs plus qualifiés venus du nord du pays ou de l'étranger. Rien n'est fait par ces entreprises ou par l'État pour qualifier professionnellement ces jeunes, qui réclament un droit de priorité pour l'embauche sur des postes sans qualification. Excédés après une dizaine de réunions stériles, ils ont décidé de bloquer la route menant vers la zone industrielle, laissant passer les travailleurs et le ravitaillement. Le 15 mai, après un mois de blocage, la police a lancé l'assaut contre les jeunes manifestants et procédé à des arrestations. Le mépris du maire et le refus de libérer les jeunes chômeurs ont, au sens propre, mis le feu aux poudres puisque le siège de l'administration locale, la daïra, a été incendié. La population locale a spontanément exprimé sa colère, soutenant les jeunes, demandant des comptes aux responsables

locaux et exigeant qu'ils soient démis. Le Premier ministre Bedoui a dû intervenir personnellement pour tenter de calmer la situation, reprochant au wali de n'avoir proposé aucune solution aux jeunes.

DES TRAVAILLEURS MOBILISÉS

Dans le contexte du Hirak, nombre de travailleurs se sont sentis encouragés à relever la tête. Des grèves ont éclaté pour des augmentations de salaires, contre des sanctions, pour la « permanisation » des emplois, c'est-à-dire l'embauche à temps indéterminé, contre des directions autoritaires ou contre des dirigeants syndicaux corrompus.

Dans les entreprises, les travailleurs ont à se battre pour imposer les droits élémentaires, comme celui d'avoir un syndicat et de choisir eux-mêmes leurs propres délégués. Considéré comme un homme du système, le dirigeant du syndicat UGTA Sidi Saïd a été sévèrement conquis lors des manifestations. À travers des pressions sur les travailleurs, il a contribué à récolter une partie des quatre millions de signatures pour soutenir la candidature de Bouteflika. À plusieurs reprises, des manifestations et rassemblements exigeant son départ ont eu lieu à Alger et dans différentes villes. Elles ont été un succès et une occasion pour les travailleurs de se rencontrer, de discuter du mouvement et de revendications telles que la suppression de l'IRG, impôt prélevé directement sur leur salaire alors que de nombreux riches échappent à l'impôt.

Sidi Saïd n'est pas le seul visé, les travailleurs veulent se débarrasser de sections syndicales soumises au directeur, ou imposer le droit d'en créer une là où il n'y en a pas. Les expé-



Les travailleurs de Tosyali.

riences vécues par les travailleurs de La Sonatro près d'Alger et de Tosyali près d'Oran sont des illustrations.

À la Sonatro, une entreprise nationale de grands travaux publics située à Reghaia près d'Alger, les travailleurs vivaient sous la tyrannie d'un directeur qui a fait afficher son portrait partout dans l'usine. Pour avoir parlé devant lui, certains ont été mis à pied. Les salaires sont très faibles alors que les cadres dirigeants touchent des millions en primes. Le 8 avril, c'est la mort d'un ancien syndicaliste de l'usine, combatif et apprécié de ses camarades, qui a fait éclater leur colère. Fodil Mansouri avait été exclu de ses responsabilités syndicales et remplacé par une équipe de délégués à la solde du patron, ayant le pouvoir de sanctionner et licencier des travailleurs à leur guise. Lors d'une réunion, deux bureaucrates syndicaux ont provoqué ce militant qui, frappé d'une crise cardiaque, a été abandonné à terre, ces responsables se gardant bien de prévenir les secours ou d'utiliser l'ambulance de l'entreprise pour tenter de le sauver. Le syndicaliste était décédé lorsque les pompiers ont fini par arriver, alertés par les travailleurs. Révoltés et écœurés, ceux-ci tiennent les dirigeants du syndicat et de l'usine pour responsables de la mort de leur camarade. Ils exigent maintenant le

départ du directeur ainsi que l'organisation d'élections pour renouveler leur syndicat et pouvoir choisir leurs délégués.

Quant au complexe sidérurgique algéro-turc Tosyali, situé à Bettouia à l'est d'Oran, la grève des 4000 travailleurs du site, menée au départ contre la précarité, leur a permis d'obtenir des contrats en CDI et 15 % d'augmentation de salaire. Refusant de céder aux revendications, le patron turc est parti. Les travailleurs ont tenu bon face aux intimidations et aux menaces de la direction de fermer le site. Ils ont ainsi pu arracher le droit de constituer une section syndicale, ce qui leur était refusé jusqu'à présent.

Ainsi, si les travailleurs dans leur ensemble se placent dans le mouvement et se reconnaissent dans ses aspirations démocratiques, dans les entreprises celles-ci prennent inévitablement un caractère spécifique. Les revendications de salaire, contre l'autoritarisme des chefs, de la hiérarchie de l'entreprise et de la direction surgissent. Il en est de même des revendications dirigées contre l'appareil syndical, de la demande des travailleurs de pouvoir contrôler les syndicats existant dans le secteur public ou simplement, dans le secteur privé où ils n'existent pratiquement pas, de pouvoir en créer.

Plus le mouvement dure et plus des formes d'organisation

peuvent se développer dans les entreprises, parmi les travailleurs. Il est à souhaiter qu'elles aillent le plus loin possible. Au moment où la bourgeoisie algérienne, les puissances impérialistes, l'armée, cherchent comment sortir de la crise en préservant leurs intérêts, les travailleurs doivent se donner les moyens de défendre les leurs. Un mouvement aussi vaste crée les conditions d'un progrès de l'organisation ouvrière et d'une prise de conscience, par les travailleurs, de la force spécifique qu'ils constituent en tant que classe. Quels que soient les développements futurs du mouvement, il faut que pour la classe ouvrière ces acquis demeurent.

LES DANGERS POUR LE MOUVEMENT

Le mouvement qui secoue l'Algérie est né de la révolte contre la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat, vécue comme la marque du profond mépris du pouvoir pour la population. Il continue de mobiliser les masses autour d'aspirations démocratiques et les oppose à un système politique qui, pratiquement depuis l'indépendance de l'Algé-

rie, repose sur une dictature militaire, à peine dissimulée suivant les périodes par les gouvernements civils. En 1962, la bourgeoisie algérienne a repris la gestion du pays des mains des autorités coloniales alors qu'elle ne disposait guère de base sociale. Elle s'est donc mise sous la protection de l'Armée des frontières que le FLN avait préparée précisément à cet effet. Depuis, c'est cet appareil militaire qui a assuré la pérennité de l'État et du pouvoir de la bourgeoisie. Une partie de cette bourgeoisie vit d'ailleurs en symbiose avec les sommets de l'État, et particulièrement de l'armée, source de pouvoir qui peut distribuer des postes mais aussi des marchés, faisant de la corruption un mode de vie pour une grande part de la classe dominante.

Sur ce plan, le cas de l'Algérie n'est pas particulier. Il est peu ou prou celui de bien des pays dominés par l'impérialisme et notamment des pays arabes autres que les émirats pétroliers. La domination de la bourgeoisie impérialiste ne laisse pas aux bourgeoisies locales suffisamment de moyens, et celles-ci ne peuvent entretenir des couches petite-bourgeoises qui seraient suffisamment

larges et satisfaites de leur situation pour donner au pouvoir politique la base qui lui manque dans l'opinion. À un moment où les conséquences de la crise économique mondiale se font de plus en plus sentir, elles en ont même sans doute de moins en moins les moyens.

Depuis 2011, les révoltes qui ont secoué le monde arabe ont donc eu des caractéristiques communes qui ne doivent rien au hasard. De la Tunisie à l'Égypte, au Yémen ou à la Syrie, les mouvements de mécontentement nés de la situation sociale ont débouché sur l'affrontement avec un pouvoir politique qui se résumait pour l'essentiel à une dictature militaire. Chaque fois, la crise politique a eu pour fond les manœuvres de la classe dirigeante pour sauvegarder envers et contre tout son pouvoir, quitte comme dans le cas de l'Égypte à ce que la chute d'un Moubarak finisse par aboutir à la dictature, pire sous certains aspects, d'un maréchal Al-Sissi.

C'est à ce danger que se trouvent aujourd'hui confrontées les masses algériennes, comme d'ailleurs au même moment les masses populaires soudanaises dont le mouvement de révolte a mis fin à la dictature d'Omar Al-Bachir, qui durait depuis vingt-cinq ans. En Algérie, toutes les manœuvres d'un Gaïd Salah, ses promesses d'assurer une transition démocratique, visent évidemment à tenter de faire refluer le mouvement populaire avant d'installer un pouvoir politique qui assurerait la succession de Bouteflika sans rien changer de fondamental pour les classes dominantes et pour l'État sur lequel elles s'appuient.

Le mouvement est encore trop large, trop populaire, pour que le pouvoir puisse penser le briser directement par la répression. Néanmoins il tente déjà de l'empêcher et de l'intimider et, progressivement mais



Alger le 17 mai : « Ni État militaire, ni bande mercenaire. »

sûrement, il fait acte d'autorité et augmente ses pressions. Lors des dernières manifestations la police a usé de gaz lacrymogènes, de flashballs et de matraques contre les cortèges d'étudiants. Vendredi 24 mai, des dispositifs policiers importants ont empêché l'accès à la capitale des manifestants venant d'autres villes. Chaque fois aussi des vagues d'arrestations de manifestants ont lieu, dont beaucoup sont relâchés mais d'autres restent poursuivis.

«SCÉNARIO ÉGYPTIEN» OU PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES

Depuis le début du mouvement, les participants à la mobilisation sentent qu'ils doivent être vigilants. Ils ont en tête la manière dont la transition ouverte par la révolte de 1988 s'était achevée par un coup d'État militaire et une terrible guerre civile. Aussi Gaïd Salah est-il devenu la cible principale des manifestants. Les slogans ont fusé pour rejeter le rôle joué par l'armée: «Gaïd Salah dégage!», «Un État civil, pas militaire», «L'Algérie n'est pas l'Égypte», «Non à la Sissiscion du pays» a-t-on entendu.

Comment éviter un scénario à l'égyptienne? La question anime de nombreuses discussions. Pas plus en Algérie qu'au Soudan on ne peut faire confiance à l'armée, qui assure depuis cinquante ans la continuité de l'État dans l'intérêt de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Les manifestants distinguent d'ailleurs l'état-major et les soldats quand ils crient «Armée, peuple, frères, frères!» mais aussi «Gaïd Salah chef de la bande!» Les soldats du rang sont issus des classes

populaires. Avec raison, les masses en lutte voient en eux des alliés possibles qui, dans un affrontement, pourraient se rebeller contre la politique que choisiraient les sommets de l'armée. Contre l'état-major et ses manœuvres, pour renverser l'ordre social injuste qu'elles subissent, pour ne pas être écrasées, les masses mobilisées doivent agir pour que les soldats du rang se rangent de leur côté.

À part des coups en effet, les travailleurs n'ont rien à attendre de l'état-major. Avec 10,2 milliards de dollars en 2018 l'Algérie a de loin les plus grandes dépenses militaires en Afrique. Les milliards brassés pour assurer les commandes de l'armée, armement, intendance, transport... ont enrichi tous les hauts gradés. Ces derniers sont à la tête de nombreuses entreprises rachetées à bas prix lors de privatisations. Non seulement ils se considèrent comme les gardiens de l'ordre social, mais ils y ont un intérêt direct et personnel.

Les travailleurs et les masses populaires veulent que «le système dégage» pour pouvoir vivre dans une Algérie «libre et démocratique». Mais cette aspiration, pour être vraiment satisfaite, doit en fait déboucher sur la remise en cause du système économique capitaliste. Dans l'économie mondiale mise en coupe réglée par l'impérialisme, le système n'est qu'un rouage installé pour pérenniser la domination de la bourgeoisie algérienne et internationale aux dépens des classes populaires.

«Rappelez-vous qu'une demi-révolution est un suicide complet. Ne laissez pas l'armée confisquer les fruits de votre combat» a écrit un militant

égyptien des droits de l'homme commentant les événements du Soudan. Éviter le scénario qu'on a vu à l'œuvre en Égypte, ou un scénario approchant, implique de s'engager dans un processus révolutionnaire. Face à une bourgeoisie qui voudra s'accrocher à ses privilèges, les travailleurs devront trouver la voie pour s'organiser en tant que classe et imposer leurs exigences. Ils sont dix millions, ouvriers, employés, ingénieurs, dans le public et le privé, présents dans toutes les villes du pays, qui représentent une force considérable. En s'organisant, en formant leurs propres comités, en mettant toutes les questions à l'ordre du jour, ce sont eux qui peuvent offrir à l'ensemble du mouvement des perspectives de succès.

Pour accomplir ces tâches, les travailleurs ont besoin d'un parti, qui soit communiste et révolutionnaire. Il n'existe pas, mais la mobilisation actuelle peut faire surgir les militants qui le construiront et en défendront la politique. Il est vrai qu'avec la bourgeoisie et l'impérialisme, les masses algériennes ont de puissants ennemis. Mais elles peuvent aussi trouver de nombreux alliés, au sein des masses populaires du monde arabe qui vivent ou ont vécu des expériences similaires. En même temps, leur intérêt est de s'adresser au prolétariat des pays impérialistes lui-même, à commencer par celui de France, afin de tenter de s'en faire un allié. Ce serait un juste retour de l'histoire si le renouveau du mouvement ouvrier en France se frayait un chemin grâce à la mobilisation du prolétariat d'un pays longtemps opprimé par l'impérialisme français.

30 mai 2019



Chine - États-Unis : une nouvelle étape de la guerre commerciale

La mise à l'index de Huawei par les États-Unis, matérialisée par la suspension des relations commerciales entre Google et la firme chinoise de téléphonie, marque une nouvelle étape dans la guerre commerciale en cours. Celle-ci n'est pas seulement due à la personnalité ou aux calculs politiques de Trump, ce démagogue aux déclarations à l'emporte-pièce. Elle résulte de l'exacerbation de la concurrence entre firmes visant le marché mondial dans une économie capitaliste en crise. Elle ajoute de l'incertitude et des tensions dans une économie déjà instable. Elle est déjà payée par les travailleurs, en Chine, aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

Démarrée en janvier 2018 par la hausse des taxes à l'importation sur divers produits chinois, l'acier, l'aluminium ou les machines à laver, la guerre commerciale vise maintenant les produits technologiques, en particulier ceux du secteur des télécommunications.

Depuis le début, Trump souffle le chaud et le froid, les taxes réellement appliquées étant moindres que celles annoncées. Chaque coup est suivi d'une caresse, son objectif étant de peser dans les négociations bilatérales qu'il a engagées, avec la Chine mais aussi d'autres partenaires commerciaux. Avec un certain succès. C'est ainsi qu'en novembre dernier Trump a pu se targuer, au moment des élections de mi-mandat, d'avoir renégocié l'Aléna, cet accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada, dans un sens favorable à l'industrie automobile et aux agriculteurs américains. Trump profite de la puissance économique des États-Unis et de l'attractivité de son vaste marché, incontournable pour les entreprises

étrangères, pour imposer ses conditions. Parallèlement aux nouvelles sanctions, suivies de représailles chinoises, les négociations se poursuivent entre la Chine et les États-Unis, Trump cherchant à faire plier les dirigeants chinois.

La bourgeoisie américaine ne soutient pas unanimement la guerre commerciale de Trump contre la Chine. Les capitalistes qui importent à bas prix les marchandises chinoises, comme Walmart, le géant de la distribution, sont hostiles à l'ajout de taxes. Ceux qui font assembler en Chine leurs productions, comme Apple, n'y sont pas spécialement favorables. 40% des exportations chinoises sont en réalité le fait d'entreprises étrangères, principalement américaines, pour qui la Chine reste un atelier d'assemblage et qui prélèvent l'essentiel de la valeur ajoutée par les ouvriers chinois. Les consommateurs américains paient les hausses de prix engendrées par les taxes, car les industriels les répercutent sur le prix de leurs produits. Ces hausses sont autant d'entraves au commerce.

En 2018, IBM ou General Electric notamment s'étaient opposés à cette politique ; de multiples sociétés avaient demandé des exemptions pour continuer leur joint-venture avec des entreprises chinoises.

Pour autant, l'offensive contre « l'expansionnisme économique de la Chine » ou contre les menaces supposées sur « les infrastructures technologiques de l'information et de la communication aux États-Unis », selon les termes d'un décret du 16 mai dernier, n'est pas une lubie de Trump. Les démocrates, pourtant en concurrence politique directe avec Trump, n'ont pas dénoncé ce décret interdisant aux entreprises américaines de se fournir en équipements auprès de groupes dont les activités sont jugées à risque pour la sécurité nationale américaine. En outre, ces pressions sur la Chine ne sont pas mal vues en Europe. Les uns et les autres semblent convaincus qu'il faut endiguer l'expansion des sociétés chinoises, à commencer par les entreprises de télécommunication.

LA GUERRE DANS
LA TECHNOLOGIE DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS

Deux entreprises, ZTE et Huawei, sont les principales cibles de Trump. En décembre dernier, Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei et fille du fondateur de ce groupe de téléphonie, était arrêtée au Canada, à la demande du ministère américain de la Justice qui réclame son extradition. Le département américain du Commerce vient de placer Huawei et ses filiales sur la liste des entreprises suspectes du Bureau de l'industrie et de la sécurité. Les firmes américaines doivent désormais obtenir une autorisation gouvernementale pour commercer avec Huawei. Dans la foulée, Google a annoncé qu'il « se pliait à ce décret et examinait ses implications ». Il va cesser de fournir à Huawei les mises à jour de ses logiciels. Google est d'autant plus enclin à appliquer cet embargo que les 800 millions d'internautes chinois échappent largement à sa mainmise, comme à celle de Facebook ou d'Amazon, puisque Alibaba, Tencent ou Weibo, des fournisseurs chinois, contrôlent ce marché. Visible-ment, plusieurs entreprises de la Silicon Valley sont prêtes à emboîter le pas à Trump. Intel, Qualcomm et deux autres fabricants américains de puces ont annoncé qu'ils cesseront de fournir, eux aussi, l'entreprise chinoise jusqu'à nouvel ordre.

Pour Huawei, qui importe pour 11 milliards de dollars de composants américains chaque année, auprès de plus d'une dizaine d'entreprises, une telle mise à l'index a des conséquences importantes. Elle peut entraver sérieusement son développement et lui fermer le marché occidental. Si Huawei peut sans doute, avec l'aide de l'État chinois, remplacer à terme ses fournisseurs américains par des chinois ou

d'autres, l'impossibilité pour les utilisateurs de ses smartphones d'utiliser Google ou Facebook pourrait être rédhibitoire. Certains économistes, comme Nouriel Rubini, un des rares qui avaient anticipé la crise de 2008, craignent une nouvelle version de la guerre froide, entre la Chine et les États-Unis, qui entraînerait un découplage de l'économie mondiale en deux blocs aux technologies incompatibles. Une telle forme de démondialisation serait un choc supplémentaire dans une économie déjà malade.

Huawei a grandi dans les années 1980, en produisant du matériel et des réseaux pour les opérateurs téléphoniques et les entreprises chinoises. Depuis, il est devenu le deuxième fabricant mondial de téléphones portables, derrière Samsung mais devant Apple. Comme tous les capitalistes chinois, ses propriétaires ont profité à plein du soutien de l'État. Dans le secteur de la télécommunication, Huawei est devenu un outsider sérieux, que ses concurrents américains veulent écarter. Il semble avoir pris de l'avance dans la prochaine génération de téléphonie, la 5G, capable de transmettre beaucoup plus de données, dix fois plus vite, ce qui ouvre la voie à des progrès dans l'intelligence artificielle. Selon un rapport américain,

la Chine disposerait déjà de 350 000 stations 5G, dix fois plus que les États-Unis. Cette avance permet à Huawei de proposer ses services pour installer la 5G dans le monde entier, au grand dam des opérateurs américains.

Quoi qu'en disent les commentateurs de cette guerre commerciale, la Chine et les États-Unis ne jouent pas dans la même division. Les États-Unis restent la première puissance mondiale. Ils disposent avec leur industrie, leur recherche, le rôle central de leur monnaie et plus encore leur armée et leur budget militaire sans équivalent, de multiples moyens de défendre les intérêts de leurs capitalistes. Dans la plupart des domaines, les capitalistes américains dominent leurs concurrents. Si l'État chinois a permis l'émergence de quelques grands groupes, Huawei, Cosco, Tencent et quelques autres, qui visent le vaste monde et plus seulement leur marché intérieur, ils ont dû se contenter jusque-là des investissements moins rentables délaissés par leurs concurrents. C'est le cas de Cosco, qui a racheté le port du Pirée à Athènes, ou de Bluestar, qui exploite en France des usines chimiques revendues par Arkema ou Solvay. Si Apple vend moins de smartphones que Huawei, il réalise bien plus de profits. Pour autant, dans



Rencontre entre Xi Jinping et Trump lors du sommet du G20 à Buenos Aires, le 1^{er} décembre 2018.

une économie en crise, dans un marché mondial saturé, la concurrence entre capitalistes fait rage et un outsider reste un rival à écarter. Dans la jungle du capitalisme, dans sa période de jeunesse comme dans la phase sénile que nous vivons, la suprématie n'est jamais acquise et doit être sans cesse défendue, sinon reconquise. Cela explique l'offensive américaine contre Huawei.

UNE GUERRE À PLUSIEURS CIBLES

Trump et son administration invoquent les risques d'espionnage par la Chine et les menaces sur la sûreté nationale. C'est l'hôpital qui se moque de la charité ! Ceux qui ont les moyens d'espionner le monde – y compris les dirigeants politiques amis comme l'avait révélé Wikileaks en 2016 – ce sont quand même les États-Unis, avec les grandes oreilles de la NSA (Agence nationale de sécurité) ou les données personnelles de centaines de millions de personnes collectées par Google, Facebook et autres. Edward Snowden a d'ailleurs révélé en 2016 que la NSA a eu accès pendant des années à des documents internes de Huawei et aux codes secrets de ses produits. La croisade contre Huawei n'a pas d'autre objectif que d'écarter un concurrent gênant.

Depuis l'été dernier, les États-Unis font pression en ce sens sur leurs alliés. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont écarté Huawei du futur marché de la 5G. En Europe, les tractations se multiplient autour de la participation de Huawei à ce déploiement. Lors de la dernière visite européenne de Xi Jinping, l'Italie et Monaco ont signé ostensiblement un engagement avec Huawei. En Grande-Bretagne, British Telecom a d'abord annoncé le rejet de l'équipementier chinois, avant que Theresa

May ne le réintègre, en partie, pour la future 5G. Ce dernier arbitrage a d'ailleurs coûté son poste au ministre de la Défense, pour avoir divulgué à la presse cette information, visiblement sensible.

Comme dans le cas de l'embargo iranien, en visant la Chine, Trump menace aussi les autres pays. En menaçant de lourdes sanctions les entreprises qui poursuivraient les affaires avec l'Iran, Trump a obligé Total et de nombreuses entreprises européennes à quitter ce pays. Ses moyens de pression sont l'accès au système financier du dollar et la fermeture du marché américain. Ces armes, preuves de la puissance maintenue des États-Unis, sont visiblement dissuasives. Les États-Unis peuvent décider d'activer de telles mesures de rétorsion contre les pays ou les entreprises qui décideraient de continuer à faire des affaires avec Huawei. Une telle menace a été mise en œuvre dans un passé récent contre des banques ou des constructeurs automobiles qui avaient poursuivi leurs affaires en Iran ou à Cuba.

UNE GUERRE LOURDE DE MENACES

C'est bien pourquoi la guerre commerciale contre la Chine est lourde de menaces. Chaque nouvelle annonce de Trump élargissant les taxes contre la Chine se traduit par une chute, plus ou moins temporaire, du cours des actions des entreprises des nouvelles technologies et inquiète les marchés financiers de la planète. Cette guerre prolonge et alimente la crise dont l'économie mondiale ne s'est pas relevée depuis 2008. Elle menace la production industrielle elle-même.

« Guerre commerciale, le spectre de l'escalade » ; « L'escalade qui inquiète » ; « État

d'alerte mondial contre la guerre commerciale » ; « Les tensions commerciales font chuter les marchés » : voilà quelques exemples des unes récentes du journal *Les Échos*, fidèle reflet des préoccupations des milieux patronaux en France. Leur crainte est que la guerre commerciale lancée par Trump entraîne un ralentissement des échanges et des investissements. Et leur crainte est fondée. La Chine exporte moins depuis un an et son taux de croissance, s'il reste officiellement de 6 %, est le plus bas depuis trente ans. D'ores et déjà, le ralentissement des exportations chinoises a des répercussions sur la production à Taïwan, en Thaïlande ou en Corée du Sud, car ces pays fournissent à la Chine de multiples composants. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) vient de revoir à la baisse ses prévisions de la croissance du commerce pour l'année 2019, la passant de 3,9 à 2,6 %, en invoquant « les tensions commerciales entre les deux principales économies de la planète ». Pour l'OMC, « une plus grande incertitude provoque de moindres investissements et une moindre consommation ». Chaque augmentation des droits de douane aux États-Unis donne lieu à des mesures de rétorsion des concurrents. L'économie mondiale étant plus intégrée que jamais, aucun pays ne peut rester neutre et ces mesures protectionnistes affectent le commerce mondial. Le spectre des années 1930, avec ses barrières protectionnistes élevées, un reflux des échanges et au bout du compte la marche à la guerre, est agité par divers économistes.

L'économie mondiale n'en est certes pas encore là. Une confrontation militaire directe entre les États-Unis et la Chine, ou d'autres protagonistes, n'est pas à l'ordre du jour, malgré les coups de menton de Trump et le déploiement récurrent

REUTERS



Ci-dessus, en mai 2018, le premier porte-avions construit en Chine. Ci-contre, des navires de guerre américains.

des porte-avions américains en mer de Chine. Mesure du rapport de force entre les deux pays, la Chine ne possède à ce jour que deux porte-avions, dont un acheté d'occasion à l'Ukraine, quand les États-Unis peuvent en déployer simultanément onze sur le globe. Si l'armée chinoise monte en puissance année après année, si la Chine investit dans les missiles balistiques, le spatial, la marine de guerre, le budget militaire américain reste trois fois supérieur à celui de la Chine.

LES TRAVAILLEURS PAIENT LA FACTURE

Si la guerre commerciale demeure pour l'instant pacifique, elle fait pourtant des victimes : les travailleurs en Chine et aux États-Unis. En Chine, la baisse des exportations due aux taxes américaines s'ajoute à la crise économique et à l'endettement massif des entreprises. Elle entraîne des suppressions d'emplois. Des dizaines de milliers de travailleurs précaires, les migrants de l'intérieur, sont mis au chômage et

doivent retourner dans leurs régions d'origine. En 2018, la production dans l'automobile et l'électronique a chuté de respectivement 17 et 14%. Les licenciements touchent aussi des salariés qualifiés d'entreprises américaines installées en Chine, comme le développeur de logiciels Oracle, qui vient de supprimer 900 emplois.

Aux États-Unis, la population paie cette guerre commerciale par un renchérissement des prix à la consommation. Selon une enquête de l'université de Chicago, les tarifs douaniers additionnels imposés sur les machines à laver représentent un surcoût de 1,5 milliard de dollars en un an et renchérissement de 86 dollars le prix de chaque machine et de 92 dollars celui d'un séchoir. Ces taxes ont rajouté 0,3 point de pourcentage sur l'indice de l'inflation en 2018. Contrairement aux mensonges de Trump destinés à capter les voix ouvrières au nom du « produire en Amérique », ces mesures ne protègent pas les emplois aux États-Unis. Elles vont probablement en détruire parmi ceux

directement liés aux échanges avec la Chine, dans les docks, le transport et plus généralement le commerce.

Le protectionnisme n'a jamais protégé les travailleurs, qu'il soit mis en œuvre aux États-Unis par Trump ou en Europe par n'importe quel dirigeant souverainiste. La guerre commerciale fournit un nouveau prétexte aux capitalistes pour aggraver l'exploitation des ouvriers et baisser les salaires, au nom de la compétitivité. Elle s'ajoute aux reculs déjà imposés depuis 2008 pour permettre aux grandes entreprises d'accroître leurs profits malgré la stagnation du marché. Elle renforce partout les démagogues xénophobes qui font du repli national leur fonds de commerce. Pour les travailleurs, la seule issue pour enrayer la machine infernale qui se met en place lentement mais sûrement, ce n'est pas de serrer les rangs derrière ses propres capitalistes et leurs représentants politiques, si variés soient-ils, mais de préparer leur expropriation et la révolution sociale.

27 mai 2019



LDC

États-Unis : la situation économique, politique et sociale

Nous traduisons ci-dessous l'extrait d'un texte présenté, discuté et adopté à l'unanimité lors d'une assemblée récente regroupant tous les membres du groupe trotskyste américain Spark, et publié dans la revue *Class Struggle* (n° 100, mai-juin 2019).

UNE EXPLOITATION FÉROCE ET QUI S'ACCROÎT

Nous sommes maintenant dans la neuvième année de ce que la presse économique ose appeler la « reprise ». Cette prétendue reprise est caractérisée par une forte augmentation des profits des banques et d'autres grandes entreprises, et donc par une forte augmentation de la richesse de la bourgeoisie.

Le capital a su se protéger des ravages de la crise financière, son économie a prospéré en intensifiant l'exploitation du travail. C'est ce qui caractérise notre époque, que ce soit en temps de « récession », de « crash financier » ou de « reprise », comme disent les économistes bourgeois. Une très forte proportion de la population en âge de travailler est aujourd'hui sans emploi, approchant des records historiques. Dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, avant que les femmes ne reviennent en masse sur le marché du travail, le taux d'activité de la population en âge de travailler était manifestement plus faible : la majorité des femmes ne travaillaient pas. Mais poussées par la crise économique dans les années 1970, elles ont été

de plus en plus nombreuses à travailler, y compris celles qui avaient des enfants en bas âge. Pour se faire une idée du changement intervenu, il suffit de savoir qu'aujourd'hui, près de 60% des femmes ayant la garde d'un enfant de moins de trois ans travaillent, contre à peine plus de 30% au début des années 1970. Le pouvoir d'achat des salaires les plus bas est plus faible qu'en 1978 ; et le salaire médian est légèrement supérieur, même d'après les chiffres officiels. Le pouvoir d'achat du salaire minimum a atteint son niveau le plus élevé en 1968, là encore si l'on se base sur l'indice officiel des prix à la consommation. Quant au travail, il continue d'être dégradé, à la fois par l'intensification des cadences et par la précarisation. Celle-ci a reçu une illustration dans l'actualité récente : lors du *shutdown*, pendant la suspension des services publics en décembre et janvier dernier, décidée par Trump, 800 000 salariés de l'administration fédérale n'ont plus été payés. Mais cette mesure a également touché un million de personnes qui travaillaient en tant que sous-traitants pour ces mêmes services de l'administration, avec des salaires encore plus bas, moins d'avantages sociaux,

voire dans certains cas, aucun.

Cette situation n'est pas le résultat de décisions erronées prises par des personnes incompétentes, et dont les effets pourraient être annulés ou atténués si les personnes qui dirigent les grandes entreprises étaient un peu plus éclairées ou, au moins, un peu moins après au gain. Dans une économie engluée dans la crise, la classe capitaliste n'a pas le choix : elle ne peut pas « simplement » exploiter les travailleurs, il lui faut réduire coûte que coûte le niveau de vie de la classe ouvrière, c'est-à-dire écraser les emplois et les salaires sous le rouleau compresseur de la recherche du profit.

Mais ce comportement a une conséquence directe : en pressurant les salaires et en détruisant les emplois, la classe capitaliste restreint par là même son propre marché, ce qui fait qu'elle n'a plus guère de raisons d'investir dans la production. C'est un cercle vicieux bien connu.

Dans une situation où l'investissement productif est historiquement bas, les capitaux doivent se placer ailleurs, et ils le font : ils affluent sur les marchés financiers, où ils trouvent un rendement bien plus éle-

vé que celui qu'ils pourraient tirer de la production. Mais n'oublions pas que les profits qui abreuvent le système financier viennent en définitive de la plus-value arrachée aux travailleurs dans la production de biens et de services. Et la frénésie visant à continuer à gaver les casinos du système financier incite à son tour le capital à accroître l'exploitation directe de la classe ouvrière, ce qui n'est pas la même chose qu'investir pour augmenter la production.

Le budget de l'État fonctionne de plus en plus comme un guichet ouvert au service du capital, au moyen de subventions directes, de remboursements, d'aides, de contrats divers, de délégations de services publics, de toute une myriade de baisses d'impôts et de toutes sortes de moyens permettant aux riches de ne pas payer d'impôts en toute légalité. Cette vaste opération de vol en bande organisée est financée avec l'argent prélevé sur le salaire des travailleurs avant même qu'ils ne le touchent, et avec celui qui leur est extorqué ensuite sous forme de taxes, de droits et de frais divers. Sous toutes ces formes, il s'agit d'un accroissement de la plus-value extorquée par le capital sur la valeur produite par les travailleurs. La part qui leur reste pour pourvoir à leurs besoins fondamentaux est réduite d'autant.

Dans le même temps, le détournement de l'argent public au bénéfice du grand capital restreint les ressources disponibles pour les services publics, aggravant les conditions de vie des classes populaires : cela veut dire que les écoles des quartiers populaires sont privées de financements, et que les services nécessaires à la santé et à la sécurité dans la vie quotidienne (voirie, ponts, systèmes d'assainissement, systèmes d'adduction d'eau, éclairage public, etc) sont laissés à l'abandon.

En supprimant des emplois, en réduisant les salaires et en détruisant les services publics, le capital a tiré vers le bas à la fois le niveau de vie et les conditions de vie de la population laborieuse. En extorquant, par tous ces moyens, une part plus importante de la richesse produite, la classe capitaliste se prémunit contre la décrépitude de son propre système.

C'est ce processus qui creuse à un rythme croissant le fossé entre la fortune de la couche la plus riche et le reste de la population. Mais ce fossé n'est pas, pour reprendre le langage de certains responsables démocrates, « une injustice ». L'origine de cette explosion des inégalités n'est pas à rechercher dans une mauvaise politique menée par certains responsables ou l'avidité perverse d'individus mal intentionnés au sein de la classe capitaliste. La cause réside dans une accélération de l'exploitation.

L'exploitation est certes la base même du capitalisme, sans laquelle il n'aurait pu se développer et durer. Mais en ces temps où le capitalisme déclinant est visiblement incapable de s'extraire d'une crise permanente, l'exploitation acquiert une intensité et une férocité toutes particulières.

LE PARTI « RESPONSABLE » VIS-À-VIS DE LA BOURGEOISIE ET LE « MOINDRE MAL » POUR LA POPULATION

Pendant les deux premières années de l'administration Trump (2017-2018), la vie politique aux États-Unis a été dominée par la personne du président. Celui-ci a réussi à accaparer l'attention en se moquant des conventions qui ont cours dans ce milieu, en proférant des mensonges éhontés, en insultant d'autres pays, en jouant sur les préjugés les plus

flagrants et en se comportant comme un gosse de deux ans. Si on lui enlève son sourire télévisuel, il n'est rien d'autre qu'un nouveau démagogue réactionnaire dans une société où la baisse du niveau de vie favorise l'extrême droite. Mais ce démagogue est à la tête de l'impérialisme le plus puissant du monde.

L'apparition d'un démagogue comme Trump aussi tard dans l'histoire, dans le pays le plus « avancé » du monde, traduit le fait que la classe ouvrière n'a pas mis à bas une société où « les prémisses objectives de la révolution ne sont pas seulement mûres » mais où « elles ont même commencé à pourrir », comme l'écrivait déjà Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition*. Trump peut avoir l'oreille d'une partie de la classe ouvrière : cela traduit le fait que les organisations de la classe ouvrière ont renoncé il y a bien longtemps à appeler les travailleurs à se mobiliser en tant que classe, pour combattre pour leurs propres intérêts de classe, c'est-à-dire arracher le pouvoir à la classe capitaliste et se mettre à la tête de la société pour l'organiser sur une autre base. Ce constat s'applique à l'échelle mondiale, et donc également aux États-Unis.

Dans ce pays, la classe ouvrière ne possède aucune organisation politique de masse, elle n'a pas son propre parti politique, elle n'a que les syndicats. Les bureaucraties qui dirigent ces syndicats presque depuis la naissance de la confédération syndicale CIO en 1936 ont tout fait pour que la classe ouvrière accroche son wagon au train du Parti démocrate. Or ce parti est ouvertement bourgeois, tant par son programme que par ses candidats, ses activités et ses liens directs avec une partie importante de la grande bourgeoisie.

Durant le dernier siècle, le Parti démocrate a montré qu'il



Les travailleurs des transports en grève affrontent la police sur la place centrale de Minneapolis en mai 1934.



Le président Roosevelt signe le National Labor Relations Act, ou loi Wagner du nom d'un sénateur démocrate (à droite de la photo), le 5 juillet 1935.

était l'instrument de soutien politique le plus efficace pour défendre les intérêts de la bourgeoisie et du système capitaliste. Avec l'aide des bureaucraties syndicales et de nombreuses Églises, il a désarmé la classe ouvrière sur le plan moral, et parfois même physiquement, durant les deux périodes où les luttes ouvrières ont menacé l'ordre social: les mouvements de grèves des années 1930 et

les révoltes urbaines des années 1960. En étant à la tête de l'appareil d'État durant des périodes de luttes où la bourgeoisie a fait quelques concessions aux revendications des classes populaires, les démocrates ont bénéficié du crédit qui en a résulté, alors même que le mérite en revenait aux luttes de la classe ouvrière, de la population noire ou encore des femmes. Mais cela n'a pas

empêché les démocrates de mener des politiques visant à reprendre une bonne partie des avantages concédés. Ils ont étouffé les syndicats avec la loi Wagner (qui depuis 1935 permet à l'État d'intervenir directement dans les affaires syndicales et les conflits du travail) et avec une législation ensuite ouvertement antiouvrière; ils les ont démantelés au moyen d'une législation anticommuniste à partir de la fin des années 1930; ils ont imposé la «réforme de l'État providence» et le durcissement du Code pénal sous Bill Clinton. Et même avant cela, ils ont négocié les compromis législatifs qui ont contribué à transformer en coquille vide l'arrêt de la Cour suprême *Roe v Wade*, qui protégeait le droit des femmes à avorter dans certaines circonstances. Le Parti démocrate a contribué activement à mobiliser la population derrière les guerres menées dans l'intérêt de la domination de l'impérialisme américain: il l'a fait pendant les deux guerres mondiales, la guerre froide, la guerre de Corée, les guerres en Asie du Sud-Est, sans parler de toutes les incursions menées en Amérique latine et du soutien loyal qu'ils ont apporté aux guerres dirigées par les républicains. Et les démocrates ont collaboré avec les syndicats américains et la CIA pour intervenir directement contre les syndicats et mouvements de travailleurs dans le monde entier.

Durant plus d'un siècle, les démocrates ont été le parti bourgeois «responsable». Ils ont pris la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie, en partie en faisant le nécessaire pour maintenir la paix sociale, c'est-à-dire en redistribuant le minimum sous forme de réformes et en organisant une réponse violente à ceux qui se révoltaient.

Mais les démocrates ont tout de même réussi à apparaître

pour une portion importante de la classe ouvrière comme le « moindre mal », uniquement du fait que pendant toute cette période, les républicains firent peu d'efforts pour dissimuler leur allégeance aux très riches. La plupart des électeurs des démocrates pendant toutes ces années n'avaient guère d'illusions sur le pouvoir de leur vote. On peut même dire que le vote démocrate était habituellement accompagné d'une certaine suspicion. Une attitude désabusée à l'égard du vote s'est progressivement mise en place, comme l'illustre directement la baisse tendancielle de la participation après les années 1960. La participation effective aux scrutins est déterminée par plusieurs facteurs en plus de la volonté d'aller voter. Il faut se souvenir que dans les années 1960, période au cours de laquelle a été enregistré le dernier pic de participation, une part importante de la population noire était encore ouvertement et légalement empêchée d'aller voter. Mais même après que ces obstacles eurent disparu, d'autres les ont remplacés, à partir des années 1980, période où certains délits mineurs furent transformés en crimes, ce qui aboutit à envoyer de nombreux pauvres en prison. Dans certains États, de telles condamnations équivalaient à une perte permanente des droits électoraux. Enfin, la progression de l'immigration a encore accru la part de la population privée du droit de vote.

Durant les dernières décennies, une part importante des travailleurs blancs s'est mise à soutenir les républicains, parfois par dégoût des démocrates, parfois pour des motifs réactionnaires. Cela a certainement été le cas en 2016. Mais une plus grande portion de la classe ouvrière blanche ne votait pas, notamment dans les États appauvris comme la Virginie occidentale, le Tennessee, l'Utah, l'Oklahoma et l'Arkansas. Une part importante des électeurs

latinos inscrits sur les listes électorales ne votaient pas. Et significativement, une part plus importante encore était dans ce cas parmi la population noire. La victoire de Trump, en 2016 s'est construite sur la désillusion vis-à-vis des démocrates, désillusion qui s'est surtout exprimée dans une baisse notable du taux de participation.

Ne pas tenir compte de la population qui ne vote pas est une erreur, notamment du fait que les abstentionnistes se retrouvent parmi les couches les plus pauvres de la population rurale, et largement au sein de la classe ouvrière. Notre objectif est de nous exprimer au nom de notre classe, et non pas seulement au nom des travailleurs qui participent aux élections. En 2016, 46,9% de la population en âge de voter (c'est-à-dire des citoyens) ne s'est pas déplacée, 25,5% ont voté pour Clinton, 25,3% pour Trump, 1,7% pour Johnson (Libertariens), 0,5% pour Stein (Verts) et 0,3% pour un candidat parmi 27 autres, ou encore ont inscrit un autre nom ou ont indiqué « aucun des candidats ». Les travailleurs qui n'ont pas voté n'étaient pas nécessairement conscients de la signification politique de leur acte. La très grande majorité ne l'était sans doute pas. La non-participation aux élections peut traduire la démoralisation des travailleurs, un peu comme la non-affiliation à un syndicat. Mais les électeurs qui ne se déplacent pas disent implicitement, à leur manière, qu'ils déplorent l'absence de choix véritable, à la fois chez les démocrates et dans le système biparti.

LE DÉGOÛT VIS-À-VIS DE TRUMP ROUVRE LA PORTE AUX DÉMOCRATES

Deux années d'administration Trump ont entraîné un déplacement des électeurs vers le Parti démocrate. En no-

vembre 2018, les démocrates ont obtenu 9,7 millions de voix de plus que les républicains, alors qu'ils n'en avaient que 2,8 millions de plus à l'élection présidentielle de 2016 (il faut rappeler que la victoire de Trump en 2016 est due au vote des grands électeurs, mais qu'en terme de suffrages obtenus, il était derrière Clinton). Cet accroissement de l'avance des démocrates sur les républicains en 2018 ne s'explique pas par une augmentation de la participation. Celle-ci a certes été historiquement très élevée pour une élection de mi-mandat. Mais elle demeure de 5 points en dessous de celle de l'élection présidentielle de 2016 (50,3% contre 55,7%). En 2018, il semble qu'il y ait eu une baisse de la participation du côté des électeurs qui votent habituellement pour les républicains, et une augmentation du côté de ceux qui soutiennent traditionnellement les démocrates. Mais le gros de la progression des démocrates s'explique par un déplacement très important vers ce parti des électeurs qui votent à chaque élection. Certains travailleurs blancs et latinos qui avaient soutenu Trump sont revenus vers les démocrates. Mais le gain le plus notable pour les démocrates est venu des suffrages d'électeurs aisés, du haut de la classe moyenne, habitant dans les banlieues huppées et les centres-villes, qui avaient voté républicain en 2016 et votent habituellement républicain, mais qui ont donc voté démocrate en 2018. Cette année-là, 23 candidats démocrates ont gagné des districts électoraux qui votent souvent républicain, et c'est ce qui a donné aux démocrates leur marge pour l'emporter à la Chambre des représentants. Si ces districts avaient fourni leur soutien habituel aux républicains, ceux-ci auraient été majoritaires à la Chambre des représentants. Enfin, les démocrates ont bénéficié de dépla-



De gauche à droite : Elizabeth Warren, Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez et Ed Markey

cements de voix, certes moins nombreux mais politiquement significatifs, d'électeurs qui avaient voté pour un petit parti en 2016.

Il est plus que probable qu'une partie importante de ces électeurs ont soutenu les démocrates non pas parce qu'ils nourrissent de grands espoirs dans ce parti, mais parce qu'ils éprouvent une peur viscérale de Trump ou sont indignés par lui.

Si l'on fait abstraction des événements que nous ne pouvons pas prévoir, il est évident que la vie politique durant les vingt prochains mois va être déterminée par la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 2020. Cette campagne a déjà commencé. Les grands médias et les réseaux sociaux font circuler l'idée que les démocrates sont « en train de se déplacer vers la gauche ». Ils affirment que des candidats à la présidentielle comme le sénateur et ancien candidat aux primaires démocrates Bernie Sanders, ou la sénatrice Elizabeth Warren, ont tourné le dos aux politiques dites centristes qui remontent aux deux mandats de Bill Clinton (1993-2001), voire à celui de Jimmy Carter (1977-1981). À les entendre, la nouvelle moisson d'élus « progressistes » à la Chambre des représentants, symbolisée par la jeune représentante de l'État de New York Alexandria Ocasio-Cortez, est en train de transformer le parti. Certains parmi

ces élus font même savoir qu'ils appartiennent aux socialistes démocrates d'Amérique¹ ! Mais qu'est-ce que cela veut donc dire, « se déplacer vers la gauche » ? Les démocrates envisagent-ils de jeter aux orties leur rôle de parti responsable vis-à-vis de la bourgeoisie ?

Ce n'est en tout cas pas l'impression qu'ils ont donnée lors de leur première grande confrontation avec Trump, lorsqu'ils ont remporté la Chambre des représentants. Certes, ils ont refusé de débloquer les cinq milliards de dollars nécessaires au mur de Trump. Mais ils n'ont bien entendu pas discuté des facteurs qui ont conduit à la situation qui caractérise les pays d'origine des migrants et les ont contraints à venir aux États-Unis. Ils n'ont pas remis en question la militarisation de la frontière avec le Mexique, laquelle a commencé bien avant l'arrivée de Trump. Ils n'ont pas remis en question la politique des États-Unis en Occident. Au contraire, ils se sont écharpés avec Trump pour savoir qui était responsable du *shutdown*. Certains démocrates « progressistes » ont contesté le bien-fondé de l'affirmation de Trump que les migrants sont des criminels. Certains de leurs élus les plus « audacieux » ont même appelé à mettre un terme aux activités de l'ICE (Immigration and customs enforcement, l'agence de police douanière et de contrôle des frontières). Mais le principal sujet pour

les responsables démocrates était d'ordre technique : le mur de Trump peut-il être un outil efficace pour contrôler les frontières ?

Autrement dit, ils ont véhiculé sans le remettre en question le nationalisme xénophobe qui sous-tend le contrôle des frontières. Et ils ont voté les budgets nécessaires à cette fin. À la Chambre des représentants, 213 élus démocrates sur 232 ont voté pour le paquet budgétaire qui comprenait une augmentation des dépenses pour militariser les frontières, c'est-à-dire pour contrôler les réfugiés et les migrants sans papiers. Au Sénat, ils ont été 42 élus démocrates sur 47 à le faire. Entre démocrates et républicains, il n'y a pas de différence de politique, seulement une différence dans les mots choisis pour la décrire. Lorsque Trump a déclaré « l'état d'urgence » pour financer son mur, les démocrates ont adopté une résolution pour le mettre en minorité en s'appuyant de manière dérisoire sur un point de la Constitution, à savoir la « séparation des pouvoirs » ! À leurs yeux, Trump s'arrogeait une prérogative du Congrès. C'était toujours le même simulacre législatif : ils se sont engagés dans le bras de fer du *shutdown* avec Trump pour l'empêcher de financer son mur, puis ils ont adopté le budget nécessaire pour poursuivre la militarisation de la frontière, dont le mur n'est en définitive qu'un symbole.

1 Les DSA (*Democratic Socialists of America*) sont une petite organisation de gauche réformatrice, qui a vu ses rangs grossir depuis 2017. Dans les élections, elle appuie les candidats démocrates qu'elle estime les plus à gauche (Jesse Jackson, Barack Obama, Bernie Sanders, etc.) (Note de LDC).



L'aile gauche radicale des démocrates espère encore en ses leaders : « Chers démocrates, allez-y plus fort ou retirez-vous ».

Un virage à gauche chez les démocrates? Il n'y en a en tout cas aucune trace dans la « politique étrangère », terme xénophobe utilisé pour désigner la politique de l'impérialisme américain dans le reste du monde. Les démocrates ont continué de soutenir et de financer les guerres américaines en cours. Bien sûr, il s'agit de celles que Trump a héritées d'Obama, et que celui-ci avait héritées, pour une bonne partie, de son prédécesseur Bush. Mais ils soutiennent aussi entièrement les sanctions décidées par Trump contre le pétrole du Venezuela, sanctions qui ne peuvent qu'augmenter la misère et l'urgence alimentaire pour la population. Ils ont soutenu les menaces d'intervention militaire au Venezuela proférées par Trump, ils ont soutenu son instrumentalisation scandaleuse du président autoproclamé Guaido, financé par le capital américain; ils ne voient aucun problème au fait que les États-Unis utilisent la Colombie comme plate-forme

d'expéditions prétendument humanitaires, mais avant tout destinées à provoquer un coup d'État au Venezuela.

Ils se sont certes opposés aux tentatives isolationnistes de Trump lorsqu'il a déclaré retirer immédiatement les troupes américaines de Syrie sans consulter l'état-major. Les démocrates reprochent à Trump d'avoir une relation privilégiée avec la Russie, motivée par ses intérêts financiers, à une époque où l'appareil d'État américain est en train de ressusciter les thèmes de la guerre froide. Il est évident que l'État américain continue de percevoir la Russie, même affaiblie comme elle l'a été par l'effondrement de l'Union soviétique, comme un obstacle à la domination du monde par les États-Unis. Les démocrates ont unanimement attaqué Trump parce qu'il a simplement envisagé de supprimer certaines des sanctions actuellement prises contre la Russie. Ils auraient pu critiquer les droits de douane que Trump a imposés

à la Chine, car son impétuosité et son arrogance risquaient de déclencher une guerre commerciale. Mais lorsque l'administration Trump accusa la Chine d'avoir des « pratiques commerciales clairement inéquitables », lorsqu'elle a déclaré qu'il fallait freiner « l'expansionnisme économique de la Chine », les démocrates ont applaudi de fait; lorsqu'ils sont en désaccord avec Trump, c'est parce que son mode d'action immodéré, égoïste et irréfléchi menace de déstabiliser un statu quo instable, particulièrement au Moyen-Orient.

En politique internationale, les démocrates se présentent comme les représentants les plus fiables du grand capital américain.

Reste donc la politique intérieure, dans laquelle le Parti démocrate donne l'impression de se renouveler radicalement, avec son *Green New Deal* et son système d'assurance maladie *Medicare for All* (*Medicare* pour tous)². Bien sûr, ces idées sont mises en avant dans la pers-

2 En l'absence de sécurité sociale universelle, Medicare est le système d'assurance-santé pour les plus de 65 ans, créé en 1965, il est géré par l'État fédéral (Note de LDC).



Sur une affiche annonçant une tournée de meetings pour le Green New Deal.

pective des élections de 2020, étant donné que les démocrates ne contrôlent qu'une des deux Chambres du Congrès. Il n'y a pas de mal à cela : si un parti souhaite présenter précisément aux électeurs la politique qu'il mènerait s'il avait la majorité, il n'y a rien à redire. Mais le problème, c'est qu'il ne s'agit pas ici de propositions politiques mais de slogans publicitaires.

Prenons *Medicare for All* Personne ne sait ce que cela veut dire ni laquelle de leurs nombreuses propositions les démocrates ont en tête pour ce système. L'une de ces propositions est de permettre aux plus de 50 ans d'acheter le droit de bénéficier du programme *Medicare*. Une autre serait de permettre à davantage de personnes privées d'assurance d'effectuer des rachats dans un programme *Medicaid* existant³. Une autre proposition serait de remplacer les échanges permis actuellement par la *Patient Protection and Affordable Care Act* (plus connue sous le nom d'*Obamacare*) par *Medicare*. Mais toutes ces propositions ont un point commun : elles reposent sur les compagnies d'assurances privées, qui continueraient à tirer profit de ces programmes de prise en charge des soins. Certains des candidats à la présidentielle de 2020 veulent mettre en place une « option publique », tout en autorisant les compa-

gnies d'assurances privées à en assurer la gestion, comme c'est actuellement le cas pour la plupart des programmes *Medicare*, et donc à en tirer profit. Quelques-uns parmi les candidats déclarent qu'ils veulent revoir la structure de fond en comble. Mais ils proposent simplement de se débarrasser de la couverture d'assurances privées et la remplacer par un guichet unique financé par l'État. Toutes ces propositions, y compris la dernière, ne touchent pas à l'actuelle gestion du système de santé par le secteur privé. Elles ne visent qu'à aménager le système actuel. Même si elles étaient mises en œuvre, le coût de la santé, secteur parmi ceux qui rapportent le plus à la classe capitaliste, resterait prohibitif pour la population, et demeurerait très rentable pour la grande bourgeoisie.

Les démocrates, y compris les progressistes parmi eux, aimeraient nous faire croire qu'il est possible de faire disparaître les méfaits du capitalisme sans toucher à sa structure.

En ce qui concerne le *Green New Deal*, il a au moins été présenté sous la forme d'objectifs écrits par Alexandria Ocasio-Cortez et le sénateur du Massachusetts Ed Markey. Partant des risques réels qui menacent la vie sur Terre du fait de la dépendance de l'économie vis-à-vis des énergies fossiles, Ocasio-Cortez et Mar-

key proposent un plan de mobilisation sur dix ans, dirigé et financé par l'État fédéral, pour arriver à la neutralité carbone. Il s'agit de remplacer presque toutes les formes d'énergie fossile et de réorganiser radicalement l'agriculture. De plus, ce plan comprendrait la révision des programmes d'allocations sociales afin de faire face aux conséquences de ce changement sur la population. Ce plan serait financé en partie par le rétablissement de l'impôt sur le revenu aux niveaux auxquels il s'inscrivait dans les années 1950, et en partie par la dette de l'État. Le *Green New Deal* repose sur l'idée que la loi peut contraindre la bourgeoisie à entreprendre les changements nécessaires pour la survie de l'humanité. Pour démontrer que c'est possible, Ocasio-Cortez et Markey citent deux exemples : le *New Deal*, dans les années 1930, qui a pour eux « sauvé le pays » de la Grande Dépression où il était tombé après la crise de 1929, et l'effort de guerre organisé lorsque les États-Unis sont entrés dans la Deuxième Guerre mondiale, dont ils disent qu'il a « sauvé la démocratie dans le monde ».

En fait, les programmes mis en place par le *New Deal* n'ont été guère plus qu'un emplâtre sur une jambe de bois pour la population. C'est l'entrée en guerre qui a permis au pays de sortir de la crise économique

3 Également créé en 1965, Medicaid est un système d'assurance maladie pour les plus pauvres (Note de LDC)

des années 1930, au moins pour quelques décennies, jusqu'à ce qu'il soit frappé par une nouvelle crise, dans les années 1970. Ce sont les conséquences de la guerre qui ont permis une amélioration générale du niveau de vie. Mais cette guerre a eu un coût humain terrible dans le monde entier et aux États-Unis, et c'est là un aspect que les deux auteurs de la proposition passent complètement sous silence. Si la bourgeoisie américaine était convaincue de la nécessité de se lancer dans l'effort de guerre, cela n'a pas été pour des raisons humanitaires, mais parce que la guerre était un moyen de faire des profits colossaux, et qu'elle allait permettre d'étendre la domination des États-Unis sur le reste du monde. De fait, pendant la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie américaine a réalisé des profits considérables sur le dos de la population laborieuse, en lui interdisant de faire grève et en écrasant militairement ceux qui enfreignaient cette interdiction. L'État s'est considérablement endetté pour financer les investissements dans l'armement, donnant aux grandes entreprises et aux grandes banques l'occasion d'engranger des profits énormes. Cet endettement conduisit à une augmentation des impôts qui pesaient sur les travailleurs. Malgré tout ce que l'histoire a déjà montré sur cette guerre, les démocrates « progressistes » continuaient à propager le mensonge selon lequel la bourgeoisie serait prête, pour le bien commun, à renoncer à ses profits pendant les dix prochaines années.

Pour enrayer les désastres que l'industrialisation provoque sur la planète en régime capitaliste, il ne faudra pas seulement secouer le joug du capital sur l'appareil d'État, mais le renverser. Pour cela, il faudra une vaste mobilisation sociale conduisant à une révolution socialiste. Cette révolution amènera la classe ou-

vière à éliminer la bourgeoisie en tant que classe, à se saisir de l'appareil d'État, et à l'utiliser pour réorganiser la société afin de satisfaire les besoins de la population. Si une telle révolution se produit, il est certain que la classe ouvrière aura d'autres priorités que celles que les promoteurs du *Green New Deal* ont imaginées.

Il est évident que le discours de certains démocrates a changé. Mais ce ne sera pas la première fois que le Parti démocrate montre qu'il est prêt à mettre en avant une politique dans ses discours, et à en mettre en œuvre une autre dans la pratique. Les responsables du parti, de même que la plupart des députés élus en 2018, ont d'ores et déjà rappelé publiquement à leurs collègues « de gauche » que le Parti démocrate est une « grande tente » sous laquelle chacun peut exprimer ses idées, mais qui doit « travailler de manière pragmatique pour gagner les élections », pour « gouverner ensuite le pays » avec prudence.

Le Parti démocrate a longtemps affirmé être une « grande tente » qui accueille des travailleurs parmi ses électeurs. Mais il met leurs intérêts de côté pour gagner les élections. Et il s'assoit dessus une fois qu'il gouverne.

Mais le buzz sur les réseaux sociaux à propos des nouvelles vedettes « socialistes » du Parti démocrate, du fait qu'ils sont issus de la « diversité », et de leurs slogans prétendument socialistes, plonge déjà dans une espèce d'excitation euphorique toutes les petites organisations de la gauche politique, ainsi qu'une partie au moins d'organisations comme International Socialist Organization (ISO) et les restes du Parti communiste. Quant aux organisations de la gauche plus traditionnelle, si elles ne soutiennent pas ouvertement les démocrates, la plupart ont déjà commencé à bâtir des châteaux en Espagne

autour du slogan *Green New Deal*. Le Socialist Workers Party, issu du trotskysme, essaie de prendre ses distances avec cette position, mais il semble parfois confondre Trump avec les travailleurs qui ont voté pour lui. Quel que soit le positionnement des autres, nous pouvons être certains de nous trouver à contre-courant dans la période qui vient.

L'URGENCE D'UNE PERSPECTIVE COMMUNISTE

Il est nécessaire de donner une autre perspective à la classe ouvrière, une perspective communiste, c'est-à-dire l'objectif d'une révolution socialiste. Certes, la perspective d'une lutte menée par la classe ouvrière, pour imposer ses propres solutions et pour réorganiser la société sur ses propres bases, peut apparaître très éloignée aujourd'hui. Les révolutionnaires peuvent sembler étrangers aux préoccupations d'aujourd'hui lorsqu'ils évoquent cette perspective. Mais le rôle des communistes révolutionnaires est de préparer l'avenir, c'est-à-dire de discuter des possibilités déjà présentes, et de la nécessité pour la classe ouvrière de se battre pour ses propres intérêts, et de gagner les travailleurs à cette perspective. Lorsque les travailleurs commenceront effectivement à se mettre en mouvement, il sera indispensable que se trouvent parmi eux des militants qui ont une compréhension claire de la direction dans laquelle il faut conduire leur classe.

Les travailleurs ont besoin d'une perspective plus large, d'une vue d'ensemble, de quelque chose qui les aide à comprendre le piège dans lequel ils sentent qu'ils se trouvent aujourd'hui. Les luttes peuvent se heurter à des obstacles, mais dans le passé, les

travailleurs sont parvenus à surmonter de tels obstacles. Certes, les travailleurs en lutte sont peu nombreux actuellement. Mais les révolutionnaires doivent être capables de parler d'autres époques, d'époques où les luttes ont effectivement amené à changer le système (comme à Paris en 1871 et en Russie en 1917), ou étaient riches de potentialités (comme à Detroit en 1967).

Essayer de comprendre la situation d'aujourd'hui nécessite de réfléchir à l'histoire sociale de ce pays, mais il faut considérer cette histoire non pas telle que la racontent les syndicats ou les démocrates, mais du point de vue des possibilités dont ces événements étaient porteurs, et des raisons pour lesquelles ces possibilités ne se sont pas réalisées. Il nous faut nous souvenir non seulement de ce que la population a pu accomplir, mais également de ses échecs. Tant les années 1930 que les années 1960 portaient en elles les possibilités d'une révolution sociale, mais ni la classe ouvrière ni la population noire n'ont alors mené ses luttes jusqu'au bout de leurs possibilités. Cependant, le pro-

blème n'est pas dans ce que les masses laborieuses n'ont pas fait : il vient de ce que les révolutionnaires qui militaient à ces époques n'ont même pas essayé d'entreprendre quoi que ce soit pour préparer l'émergence de ces possibilités.

Les luttes de ces périodes ont entraîné un certain nombre de réformes, telles que la sécurité sociale, l'assurance-chômage, et les régimes d'assurance maladie *Medicare* et *Medicaid* pour les personnes âgées et les plus pauvres, qui ont été le prix que le capital a payé pour ramener les luttes dans le cadre de la société de classe. Ce n'était pas cher payé par rapport à ce qu'a dû payer la classe ouvrière, c'est-à-dire la non-réalisation d'une révolution dans les deux périodes.

Nous devons nous souvenir que l'occasion manquée dans les années 1930 a directement conduit à l'écrasement physique de la classe ouvrière par le fascisme, et à la Deuxième Guerre mondiale, avec ses quelque 100 millions de victimes et la destruction d'une bonne partie des capacités productives de la planète par l'arsenal de guerre déployé. Quant à l'échec des

années 1960, il a mené directement à l'écrasement moral de la classe ouvrière que nous observons aujourd'hui. Bien sûr, la responsabilité du capitalisme dans la dégradation des conditions de vie de l'humanité entière, y compris aux États-Unis, est totale. Mais le fait que la classe ouvrière soit majoritairement désorientée jusqu'à aujourd'hui est imputable à tous ceux qui ont assumé des responsabilités durant ces mouvements sans jamais se battre pour leur donner une perspective différente.

Le capitalisme, comme tous les systèmes d'exploitation, repose sur l'acceptation passive de l'exploitation et de l'oppression. En effet, on peut fort bien participer à des grèves et mener une activité militante, mais accepter l'exploitation et l'oppression. Tout cela dépend des objectifs que les travailleurs donnent à leurs luttes. Et les objectifs dont ils ont besoin, qui conduisent inévitablement à la révolution, doivent être formulés par des militants qui sont communistes au sens philosophique du terme.

28 février 2019



« Les morts se sont mis à parler. » L'actualité du combat des trotskystes soviétiques

En janvier 2018, à Verkhnéouralsk, une petite ville de l'Oural, des ouvriers firent une découverte dans une ancienne prison. Sous le parquet d'une cellule, ils trouvèrent plus de 400 pages de publications trotskystes des années 1930, dont des numéros de la revue *Le bolchevik-léniniste*. Un groupe de détenus bolcheviques-léninistes (le nom que se donnaient les trotskystes soviétiques) avait rédigé ces pages, les avait copiées à la main et fait circuler. Cet isolateur, une prison à régime spécial où la police politique de Staline, le GPOu, regroupait les opposants pour mieux les isoler, compta jusqu'à près de 500 trotskystes.

CE QUE L'ON SAVAIT ET CE QUE L'ON IGNORAIT

Quelques récits avaient été publiés à l'Ouest par de très rares trotskystes sortis vivants des griffes de Staline, tels *Mémoires d'un révolutionnaire* de Victor Serge, *Au pays du mensonge déconcertant* d'Anton Ciliga, qui passa trois ans à Verkhnéouralsk, ou *L'appel au prolétariat mondial* d'Arpen Tavitian, dit Tarov, qui fut aussi interné dans cet isolateur¹. On savait par ces textes que leurs camarades emprisonnés avaient publié des journaux.



L'isolateur de Verkhnéouralsk.

Et que leurs écrits circulaient en prison, entre les lieux de détention et parmi les militants en liberté. On savait que, bien que Staline ait voulu couper Trotsky de ses compagnons de lutte en l'exilant en Turquie, certains de ces textes lui parvenaient. En 1929, Serge avait, dit-il, « réussi à envoyer à Trotsky [...] un volumineux courrier sorti de la prison de Verkhnéouralsk, écrit en caractères microscopiques sur de fines bandelettes ». Anton Ciliga a relaté sa stupéfaction de trouver, à son arrivée à Verkhnéouralsk, les périodiques que les trotskystes y éditaient et qui, sur dix à vingt articles par numéro, traitaient de toutes les questions politiques, théoriques et d'actualité: Pouvait-on encore ré-

former le régime de façon pacifique ou fallait-il une nouvelle révolution? Staline est-il un traître conscient ou seulement inconscient? Incarne-t-il la réaction ou la contre-révolution?

Mais on manquait de documents tangibles sur l'activité des trotskystes soviétiques. Sauf rares exceptions, leurs écrits semblaient n'avoir pas survécu à leur extermination en 1937-1938 ni à l'acharnement du GPOu à effacer toute trace de ceux qui défendaient l'héritage d'Octobre 1917 en combattant la dégénérescence de l'État ouvrier et du mouvement communiste international, ainsi que son expression politique: le stalinisme.

Bien sûr, en Occident, on

1 Victor Serge et Anton Ciliga purent quitter l'URSS en 1935-1936 grâce à des campagnes de soutien à l'étranger. Serge s'éloigna du trotskysme, avec lequel Ciliga avait déjà rompu. Tarov, lui, s'évada et contacta le mouvement trotskyste en Europe.



connaissait les écrits et l'activité de Trotsky, qui seul ou presque avait incarné la continuité politique et organisationnelle du marxisme militant, jusqu'à ce qu'un tueur de Staline l'assassine en août 1940. La volonté de maintenir un drapeau, celui de la fidélité au bolchevisme et aux combats de Lénine, à l'internationalisme, à la révolution mondiale et aux intérêts de la classe ouvrière, face à la trahison par le stalinisme de tout ce qui avait fait le mouvement ouvrier révolutionnaire depuis un siècle, cela pouvait se résumer en un nom : celui de Trotsky. Tout comme la défense de l'État né de la révolution d'Octobre, de ses acquis socialistes que menaçaient le parasitisme, l'irresponsabilité de la bureaucratie, cette dictature policière que le stalinisme présentait comme le socialisme. Contre ce régime à la politique foncièrement contre-révolutionnaire en URSS comme à l'étranger, Trotsky c'était aussi la volonté indomptable de reconstruire une internationale. La III^e Internationale, stalinisée, avait sombré en avalisant la politique du Kremlin qui avait facilité la victoire de Hitler en 1933... Mais que savait-on sur ce qu'avaient fait, défendu et écrit les trotskystes en URSS, après que Trotsky avait été exi-

lé par Staline dans l'île turque de Prinkipo début 1929 ?

Bien peu de choses. On avait la lettre adressée en août 1928 par Khristian Rakovsky à un autre déporté trotskyste, Valentinov, sur les « dangers professionnels du pouvoir ». Elle constitue la première analyse marxiste d'un phénomène qu'aucun révolutionnaire n'avait jusqu'alors envisagé : la dégénérescence bureaucratique d'un État né d'une révolution victorieuse. Trotsky dira tout le bien qu'il pensait de ce texte magistral qui avait circulé entre les colonies de déportés, et dont l'auteur allait devenir le principal animateur de l'Opposition de gauche en URSS jusqu'en 1934.

Il y avait aussi quelques articles, parfois des études fouillées sur l'état de l'URSS, de son économie, des luttes dans le parti dirigeant, sur l'état d'esprit et les réactions de la classe ouvrière, que des bolcheviks-léninistes firent parvenir au journal que Trotsky et son fils Léon Sedov publiaient à l'étranger, le *Bulletin de l'Opposition*, qui pénétra en URSS, avec de plus en plus de difficultés, jusqu'aux alentours de 1933. Il y a aussi une cinquantaine de lettres reçues en exil, que Trotsky gardait dans ses archives pour pro-

téger ses camarades : des traductions en sont parues voici une quinzaine d'années.

Après l'implosion de l'URSS, fin 1991, et l'ouverture partielle des archives du parti et de la police politique, les choses ont un peu changé. On a pu publier Trotsky en Russie. On a édité les *Archives de l'Opposition de gauche 1923-1927* et des ouvrages à son sujet. L'un d'eux, *Trotsky et ses camarades*, décrit la lutte des trotskystes de l'Oural dans le parti en 1923-1925, ainsi que les trésors de dévouement, d'ingéniosité qu'ils déployaient pour se procurer de quoi s'adresser aux travailleurs. N'ayant pas de matériel d'impression, ils faisaient 1 700 kilomètres pour rencontrer des camarades à Moscou, voire 2 300 pour aller à Leningrad, et autant au retour, afin de se procurer quelques paquets de tracts et de la littérature politique.

Dans les pays occidentaux, durant des années, des historiens ont rassemblé informations et témoignages sur les trotskystes soviétiques dans des ouvrages tels *Les bolcheviks par eux-mêmes* de Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, récemment réédité, *Communistes contre Staline* de Pierre Broué, ou dans des monographies sur Trotsky, Rakovsky, Sedov... et dans des revues consacrées au mouvement ouvrier révolutionnaire. Cela a permis de préciser les relations politiques et organisationnelles qu'entretenaient dans les deux sens Trotsky et ses camarades en URSS, leur étroite communauté de vues, de démarche, leur conscience d'agir comme membres d'une même organisation malgré la distance et la répression. En décembre 1930, Trotsky reçut un long document de Verkhneouralsk : *La crise de la révolution. Les perspectives de la lutte et les tâches de l'Opposition de gauche. La situation internationale*. Ce texte d'environ 50 000 signes

avait été écrit au moyen d'un crin sur des feuilles minuscules et avait voyagé dans la doublure d'un manteau. Toujours fin 1930, dans un rapport au nom de 110 détenus trotskystes de Verkhneouralsk, deux d'entre eux notent que «*des vents favorables nous ont apporté près de dix lettres de nos vieux [Trotsky et Rakovsky]*», en précisant que cela leur a été très utile pour vérifier la justesse des positions élaborées par eux-mêmes. «*Nous avons souvent constaté avec plaisir que, devant les mêmes événements, la démarche de la pensée et les formulations étaient identiques dans les îles de l'Oural [isolateur dérive du mot "île" en latin] et de Prinkipo.*»

Malgré cela, on manquait d'éléments concrets sur la façon dont les trotskystes avaient milité en URSS dans des conditions de plus en plus effroyables; une lacune que comblent en partie les textes découverts à Verkhneouralsk.

ASSURER LA CONTINUITÉ DU BOLCHEVISME

Parmi ceux-ci, on trouve un long article, «*La prise du pouvoir par les fascistes en Allemagne*»². Écrit trois mois après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, il éclaire de façon militante la politique criminelle des staliens et des sociaux-démocrates qui l'a permise. L'analyse que les rédacteurs font de cette catastrophe et de ses conséquences pour la classe ouvrière, et pas seulement en Allemagne, n'a guère à envier à ce qu'écrivait Trotsky à la même époque. Emprisonnés depuis des années, ils ont encore accès à la presse soviétique et à celle des PC étrangers, donc à une certaine information. Mais ils ne se bornent pas à commenter les événements. Ils les mettent

en perspective avec l'évolution du monde capitaliste depuis la Première Guerre mondiale, les occasions manquées pour la révolution, la crise de 1929 qui a ouvert la course à un nouveau conflit mondial. Et ils se demandent: que peuvent faire les travailleurs sous la botte du nazisme, que doivent dire et faire les militants, en Allemagne et ailleurs?

Cette démarche, on la retrouve dans d'autres textes. Celui intitulé *La tactique et les tâches de l'opposition léniniste* traite de ce qu'elle doit faire dans l'URSS stalinienne ainsi que du «*rôle historique [de l'Opposition] et de ses tâches dans le mouvement ouvrier international*». Autrement dit: qu'y a-t-il que les trotskystes soviétiques, et eux seuls, peuvent et doivent transmettre aux révolutionnaires d'autres pays? *La crise de la révolution et les tâches du prolétariat*, lui, examine les «*problèmes de la construction de l'URSS sous l'angle de la révolution permanente*», en établissant un lien entre la dégénérescence de l'URSS et le recul de la révolution mondiale. De façon caractéristique, il débute par un chapitre sur «*Les préoccupations du prolétariat*», pour aborder ensuite la question de la lutte pour rétablir la démocratie ouvrière et réformer la société soviétique. Car la lutte contre la bureaucratie, elle est là. Elle commence même par ça: la défense au quotidien des intérêts, des préoccupations des travailleurs.

Le quatrième long texte dont on dispose, *La situation dans le pays et les tâches des bolcheviks-léninistes*, part des contradictions croissantes du régime stalinien, de la crise politique qu'elles préparent et qui va éclater en 1934, pour conclure que, «*contre ceux qui veulent saborder l'Opposition et baisser les bras, il faut s'orienter*

vers une lutte au sein des masses [...] en avançant au même rythme que les travailleurs».

Il s'agissait là de mettre l'accent non plus sur le combat prioritairement au sein du parti, mais parmi la masse des travailleurs, cela pour faire contrepoids aux oppositionnels démoralisés qui se ralliaient à la direction du parti ou qui renonçaient après avoir été brisés par la répression. Cette lutte contre les capitulations, difficile vu les conditions, mais vitale car les trois quarts des oppositionnels firent défection en quelques mois, fut menée politiquement par Rakovsky et des dirigeants tels Boris Èltsine (bolchevik depuis 1903, membre de la direction de l'Opposition en 1927-1928, fut exécuté en 1937 et ses trois enfants périrent en prison ou en déportation), que l'on retrouve avec son fils Viktor à Verkhneouralsk au côté de cadres de l'Opposition plus jeunes. Certains avaient joué un rôle durant la révolution de 1917, mais tous s'étaient aguerris dans la guerre civile et les combats pour l'édification de l'État ouvrier. Parmi les plus connus, citons Eleazar Solntsev (vivant à l'étranger, où il jetait les bases de l'Opposition de gauche internationale sous couvert de missions commerciales soviétiques, il choisit de revenir en URSS afin de partager le combat de ses camarades, sachant qu'il serait aussitôt arrêté. Il mourut en 1936 des suites d'une grève de la faim); Man Nevelson (lycéen en 1917, entra dans la Garde rouge; commissaire d'armée durant la guerre civile; mari de Nina, fille cadette de Trotsky, il fut arrêté en 1928 et devint un des dirigeants trotskystes à Verkhneouralsk; il fut fusillé par la suite); Fedor Diengelstedt (entré au parti en 1910, déporté en 1928, organisateur de plusieurs grèves de la faim, disparut en 1937); Karl

2 Il a été traduit, et c'est le seul, dans la revue *Inprecor* (n° 657-658, novembre-décembre 2018) du Bureau exécutif (ex-Secrétariat unifié) de la IV^e Internationale.

Melnaïs (communiste letton, déporté puis envoyé en isolateur, participa à la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta où il fut fusillé en 1938); Grigori Iakovine (membre de l'Opposition de gauche à Leningrad en 1923, passé à la clandestinité à Moscou en 1928 où il anima le «centre» trotskyste durant plus d'un an, coauteur des thèses sur la *Crise de la révolution*, fut transféré à Vorkouta en 1938 où il fut fusillé...).

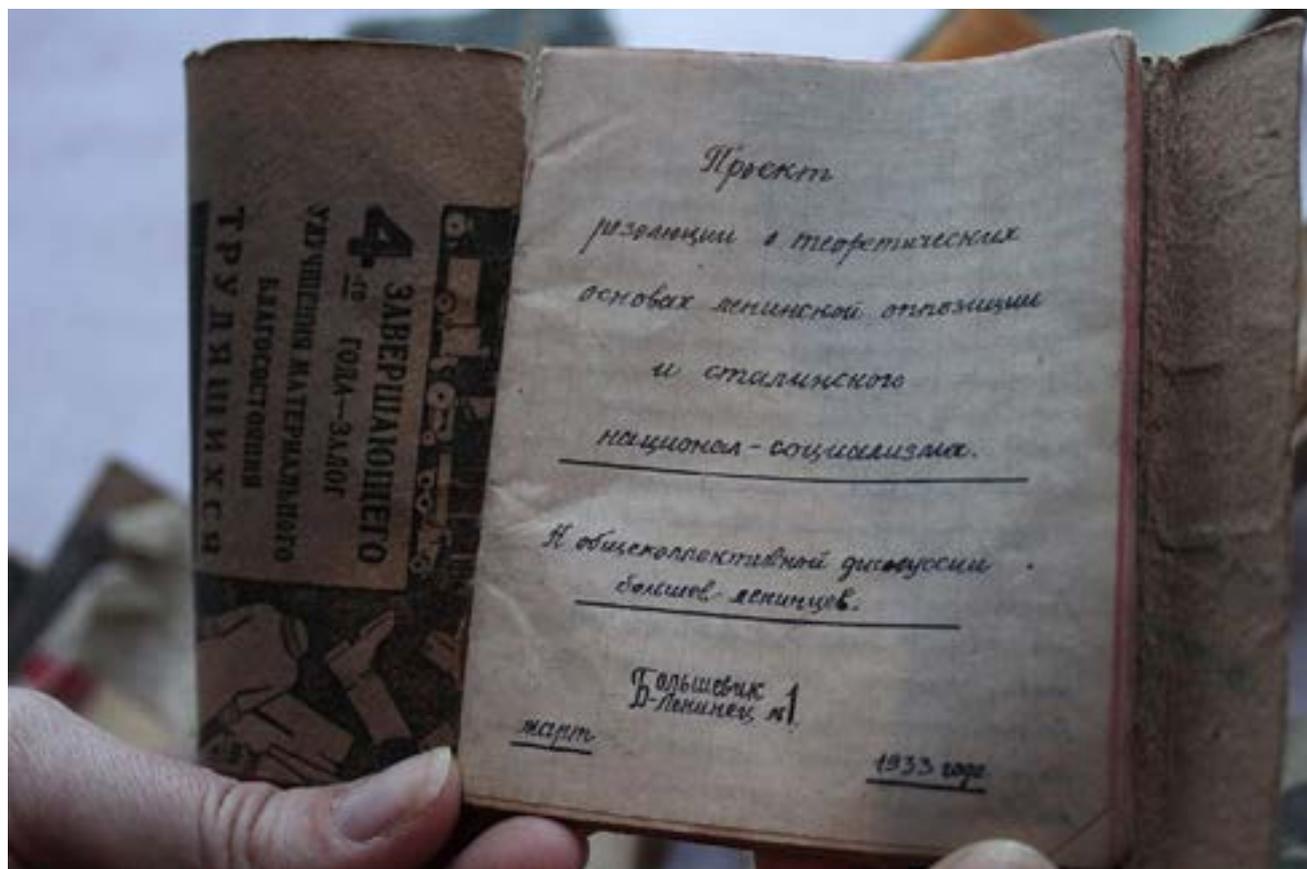
Grâce à leur opiniâtreté et à leur politique, le flot des départs finit par se tarir. Il se produisit même un afflux de nouveaux soutiens et le retour de certains «capitulards». Leur lutte sur ce point se confondait avec la mise en œuvre d'un programme de défense du bolchevisme que l'Opposition a été la seule à porter dès le début de façon conséquente dans le parti et la classe ouvrière. On le vérifie dans une série de textes et résolutions issues de débats

entre militants détenus, retrouvés à Verkhneouralsk. C'est tout cela qui explique que, malgré les pressions et la répression, de tous les courants qui se sont opposés au stalinisme dans le PC (bolchevique) d'URSS, le seul qui a tenu sur la durée, et a attiré les meilleurs éléments des autres oppositions, fut le courant trotskyste.

Les combats qu'il a menés ne sont pas affaire d'histoire, mais d'actualité pour les révolutionnaires d'aujourd'hui, car Trotsky et ses camarades sont restés les seuls à lever le drapeau du bolchevisme face à la bourgeoisie et à la contre-révolution stalinienne, en URSS comme ailleurs. Le trotskysme, et lui seul, a assuré la continuité du marxisme et du léninisme durant cette période. On ne peut être marxiste sans reprendre l'héritage du bolchevisme, celui de la lutte pour la prise du pouvoir et contre la trahison de la social-démocratie. De même,

on ne peut valablement se revendiquer du marxisme sans inscrire consciemment ses pas dans ceux de Trotsky et des trotskystes soviétiques, seuls continuateurs du bolchevisme.

Il faut d'autant plus souligner que des groupes qui s'étaient jadis réclamés du trotskysme professent maintenant, au mieux, une grande indifférence à son égard. La fidélité à Octobre, au programme communiste, à la défense des intérêts historiques de la classe ouvrière, le combat jusqu'à la mort de milliers de bolcheviks-léninistes en URSS? Peu leur importe. Certains ont même choisi de se démarquer de cet héritage pour coller aux basques de l'antiléningisme, du refus de l'idée de parti, du rejet du communisme et de la révolution socialiste mondiale et autres idées à la mode dans la petite bourgeoisie intellectuelle teintée d'écologie ou d'anarchisme à laquelle ils cherchent à plaire.



HISTORY.MEDIASOLE.RU

Le premier numéro de la revue *Le bolchevik-léniniste*.

Même derrière les barreaux³, les trotskystes soviétiques se battaient, eux, sur le terrain de la classe ouvrière, du communisme et de l'internationalisme. Ils avaient vu la révolution se lever en Russie et dans d'autres pays, puis refluer un peu partout, mais ils n'avaient pas suivi le courant. Ils voyaient la répression s'intensifier et savaient que le stalinisme ne pouvait pas les laisser en vie, mais ils débattaient entre eux de tous les sujets, et cela dans une ambiance de totale liberté.

S'agissant de prisons, parler de liberté peut sembler étrange. C'est pourtant de cela qu'il s'agit. Le stalinisme avait étouffé la très large liberté de discussion, de critique, qui avait régné dans le parti au temps de la révolution, et même de la guerre civile, quand Lénine et Trotsky dirigeaient la jeune Russie des soviets. Et, au-delà du parti, le régime de la bureaucratie ne pouvait asséoir sa dictature qu'en supprimant toute démocratie et liberté dans l'ensemble de la société. Eh bien, face à ce socialisme de caserne, c'est encore dans ses prisons que l'on pouvait le mieux confronter les points de vue, discuter librement de tout.

Voilà pourquoi beaucoup de textes manuscrits de Verkhnéouralsk sont signés par ceux qui les soutenaient, qui les mettaient en page tel un vrai journal, et en trois exemplaires pour qu'il circule plus vite parmi les détenus. Ils tentaient aussi de le faire parvenir à des militants à l'extérieur. Car c'est aussi pour eux qu'ils écrivaient, qu'ils débattaient de ce que devaient faire ceux qui voulaient agir avec la classe ouvrière contre la dictature de la bureaucratie. Sur un plan très concret, on doit imaginer, quand on voit des textes rédigés en format miniature, ce qu'il fallait comme organi-

sation derrière cela, comme réseau de militants en liberté mais clandestins, de soutiens dans de multiples milieux, de sympathies actives, pour que les idées que ces feuillets véhiculaient déjouent les geôliers et policiers, et arrivent à leurs destinataires ! Et aussi pour que le *Bulletin de l'Opposition* et les écrits de Trotsky leur parviennent en franchissant des milliers de kilomètres, plusieurs frontières et les hauts murs des isolateurs.

C'était là l'expression de l'activité politique d'un groupe de militants communistes révolutionnaires qui se battaient coûte que coûte, y compris lors de deux grèves de la faim massives et partiellement victorieuses : début 1931, à la suite du tir d'une sentinelle qui avait blessé l'un des leurs, et en mai 1933, pour exiger du GPOu qu'il cesse de renouveler automatiquement les condamnations arrivées à expiration.

LE COMBAT DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES

Ces militants et d'autres avaient, sous la direction de Trotsky, entamé le combat fin 1923, alors que la classe ouvrière, épuisée par la guerre civile et les privations, démoralisée par l'échec de la révolution dans les autres pays et par l'isolement de l'URSS qui en résultait, avait renoncé en pratique à exercer son pouvoir. Restés seuls en lice, les membres de l'appareil d'État aspiraient à profiter en paix des privilèges associés à leur position. Voyant une menace dans l'Opposition trotskyste qui en appelait à la classe ouvrière, les bureaucrates se reconnurent dans son ennemi : la fraction stalinienne se trouvant à la tête du parti qui allait alors autant défendre ces parvenus qu'elle allait s'ap-

puyer sur eux. Et puis, aux critiques trotskystes, Staline pouvait opposer un argument massue : il tenait l'appareil du parti, de l'État, donc la police. Il put ainsi d'autant mieux isoler les oppositionnels, puis les exclure du parti et expédier en déportation les irréductibles.

Les trotskystes, eux, dénonçaient la navigation à vue de la direction. Entre autres, la gestion bureaucratique des situations révolutionnaires à l'étranger, qui provoquait des échecs à répétition ; le renoncement à la perspective de la révolution mondiale pour le « socialisme dans un seul pays », habillage pseudo-théorique de la défense des intérêts de la bureaucratie. Ils combattaient le soutien que la direction Staline-Boukharine accordait à la bourgeoisie renaissante à la campagne et en ville. Cette menace pour l'État soviétique, la fraction au pouvoir la laissait se renforcer car, par contrecoup, cela affaiblissait la classe ouvrière, donc l'Opposition.

Sur tous les points où les trotskystes sonnaient l'alarme, dénonçaient la politique des staliniens et de leurs alliés, les événements allaient confirmer la justesse de leur programme et de leurs critiques.

Cela se vérifia avec l'échec provoqué de la révolution en Allemagne, fin 1923. Puis en Chine, en 1925-1927, où travailleurs et communistes furent livrés à leurs bourreaux par la politique que le Kremlin avait imposée au jeune PC chinois : son alignement derrière une bourgeoisie prétendue progressiste. Et, à la fin de la décennie, il y eut la guerre civile qui ravagea les campagnes. Les koulaks, ces paysans riches que Staline et Boukharine avaient favorisés, se sentaient désormais assez forts pour refuser de livrer leur blé au prix d'État et, entraînant à leur suite des

3 *La vérité derrière les barreaux*, journal trotskyste paru en 1930 dans l'isolateur de Tchéliabinsk. *La vérité en prison* sortait dans celui de Verkhnéouralsk.

paysans moins bien lotis, pour se dresser contre le régime qui envoyait des équipes de réquisition au village. Cela aurait pu conduire l'URSS à sa perte si une nouvelle intervention armée étrangère s'était appuyée sur des campagnes insurgées. Mais fin 1929, coïncidence heureuse pour la survie de l'URSS, les puissances impérialistes avaient à régler des problèmes bien plus urgents avec la crise mondiale qui venait d'éclater.

Cela n'évita pas à l'URSS de payer d'un prix humain, social, économique et politique effroyable la façon dont la direction stalinienne, paniquée, régla la question. La collectivisation forcée des campagnes et la «liquidation des koulaks en tant que classe» firent des millions de victimes. Cela mit à genoux l'agriculture russe, qui ne s'en releva jamais, et aliéna au régime une grande partie de la paysannerie. Dans la foulée, le régime, par une nouvelle volte-face, décréta l'industrialisation à marche forcée. Il avait reproché à l'Opposition de prôner l'industrialisation; maintenant, il fallait la réaliser au plus vite, à grande échelle, accomplir les plans quinquennaux en quatre ans. Le tout, sous le fouet de l'appareil, sans préparation, sans aucune démocratie, alors qu'elle seule aurait permis d'ajuster les rythmes et modalités de l'industrialisation et de la collectivisation aux aspirations des masses, aux possibilités de la technique et aux moyens de la production.

Mais il ne pouvait être question de gestion démocratique de l'économie étatisée, son opacité étant indispensable à la bureaucratie pour masquer son pillage et asseoir ses privilèges censés ne pas exister.

Écrits dans le feu de cette crise multiple du régime, les textes retrouvés dans l'Oural soulignent la justesse des analyses et mises en garde trotskystes. Non pour s'en glo-

rifier, mais pour évaluer ce qui a manqué à l'Opposition pour avoir le soutien des classes laborieuses, et comment y remédier.

Enfin, l'Opposition trotskyste tint bon et après 1934, alors que la plupart de ses militants étaient emprisonnés, elle se renforça fortement dans l'illégalité à laquelle le régime la contraignait. Isaac Deutscher le souligne dans sa biographie de Trotsky, sans qu'on puisse le suspecter d'exagérer le poids du trotskysme avec lequel il avait rompu trente ans plus tôt: «*Il semblait bien que le trotskysme eût été définitivement rayé de la carte. [Mais] les grandes purges et les déportations massives [lui] donnèrent une vie nouvelle [...]. Les trotskystes, avec autour d'eux des dizaines et même des centaines de milliers de gens récemment bannis, [...] un nouveau public immense, [...] furent à la tête de presque toutes les grèves de la faim [...], et par leur conduite téméraire, souvent héroïque, ils insufflèrent à d'autres la volonté de tenir. Fermement organisés, [...] politiquement bien formés, ils constituaient la véritable élite de cette énorme fraction de la nation qui avait été rejetée derrière les barbelés.*»

Mais ce que ni le tsarisme ni la pire réaction n'avaient jamais nulle part réussi à faire, briser le fil de la tradition communiste qui s'était transmise de génération à génération de militants révolutionnaires, le stalinisme le réalisa en peu de temps: non seulement il renia l'héritage d'Octobre, mais il l'anéantit humainement. Allaient être liquidés par lui les militants qui avaient mené trois révolutions, renversé le pouvoir de la bourgeoisie, instauré celui de la classe ouvrière en Russie, commencé à y édifier une société socialiste et, car cela participe d'une même politique, créé un parti mondial de la révolution, l'Internationale communiste.

Le stalinisme s'efforça d'effa-

cer la mémoire même de cette cohorte de combattants ayant ébranlé le monde du capitalisme et accumulé une formidable expérience de la lutte, un capital politique sans équivalent dans toute l'histoire du mouvement ouvrier. De même qu'il avait fait embaumer Lénine dont il trahissait toute la politique, Staline avait organisé le culte d'État de ce qu'il appelait la révolution, mais n'en était au mieux qu'une relique desséchée. Car avec sa police de la pensée, son histoire falsifiée au gré des besoins du pouvoir et sa scolastique dite marxiste-léniniste couvrant sa politique à courte vue et ses méfaits, qui pouvait comprendre ce pour quoi avait lutté le Parti bolchevique?

L'histoire officielle présentait ceux qui avaient accompli la révolution, les travailleurs, les militants bolcheviques, comme ayant naturellement soutenu Staline, sa clique, leur politique et leur dictature après la mort de Lénine en janvier 1924.

TROTSKY ET SES CAMARADES

Il n'en était rien! L'historien Pierre Broué relève qu'en 1927 «44% des exclus pour appartenance à l'Opposition [étaient] des ouvriers d'atelier et 25% d'anciens ouvriers placés à des postes de responsabilité [et que le total serait plus élevé si on tenait compte] de la profession antérieure des commissaires politiques de l'Armée rouge et des étudiants des [facultés ouvrières]». Et en décembre 1927, lors du 15^e congrès du parti qui allait l'exclure, l'Opposition avait recueilli 9 000 voix rien qu'à Moscou. Il est probable qu'elle comptait alors 12 000 membres (selon un chiffre cité en 1989 par l'ouvrier typographe trotskyste Dogard, qui avait survécu sans jamais avoir capitulé) sachant en outre que les staliniens avaient déjà

chassé du parti un millier de trotskystes.

Une majorité des cadres bolcheviques a, à un moment ou à un autre, sympathisé avec ceux qui dénonçaient le stalinisme comme la négation même du léninisme. Et beaucoup ont soutenu l'Opposition trotskyste que, même au faite de sa puissance, la dictature ne parvenait pas à briser.

C'est pour cela qu'en 1936 Staline décida de massacrer, lors des procès de Moscou et sans procès dans les camps, des milliers de femmes et d'hommes qui avaient fait le Parti bolchevique et qui étaient ce parti. Il savait que, si la classe ouvrière avait relevé la tête en URSS et dans d'autres pays, elle aurait naturellement vu dans ces cadres révolutionnaires éprouvés une direction de combat contre la réaction stalinienne et le système capitaliste, les deux étant liés. Car il ne peut y avoir de «socialisme dans un seul pays», quoi qu'ait prétendu Staline, qui avait fait de ce non-sens (pour des marxistes) le drapeau de ralliement d'une bureaucratie nationale-socialiste, alors que les bolcheviks restés fidèles à Marx défendaient sa théorie de la révolution permanente avec Trotsky.

C'est pourquoi les détenus de Verkhneouralsk plaçaient la révolution permanente au centre de leurs raisonnements. On les voit, dans leurs écrits, aborder tous les problèmes en se situant du point de vue des intérêts de la classe ouvrière considérée à l'échelle mondiale. Et, à travers ces textes, ce sont les nôtres qui nous parlent à 85 ans de distance car, s'ils ont écrit et lutté pour leurs camarades d'alors, ils l'ont fait aussi pour les générations à venir.

Les militants d'aujourd'hui ont toutes les raisons de voir un exemple à suivre dans la ténacité des trotskystes soviétiques à défendre un drapeau et un



Les dirigeants de l'Opposition de gauche en 1927. De gauche à droite, assis : Serebriakov, Radek, Trotsky, Bogouslavsky, Préobrajensky. Debout, de gauche à droite : Rakovsky, Drobniš, Beloborodov, Sosnovsky.

programme jusqu'au bout. Ils ont payé au prix fort leur fidélité au communisme. Mais ils savaient qu'il leur fallait tenir, en espérant qu'il y aurait des femmes et des hommes pour reprendre le flambeau et continuer le combat. C'est cela qu'ils ont voulu nous transmettre et que le stalinisme, comme la bourgeoisie, auraient voulu faire disparaître à jamais.

Leur combat, Lutte ouvrière est fière de s'en revendiquer. Si l'on veut aujourd'hui défendre les intérêts de la classe ouvrière, et combattre pour le socialisme, donc pour que la révolution renverse le système capitaliste, on doit reprendre à son compte le bilan politique et militant de ceux qui ont mené ce même combat à d'autres époques. Et quand il était «minuit dans le siècle» pour le mouvement ouvrier, le seul courant qui défendait une politique révolutionnaire contre le capitalisme, dans les pays développés comme dans les colonies, contre le fascisme et contre les directions traîtres à la classe ouvrière, avait Trotsky à sa tête, et derrière lui, avec lui, le seul parti qui en soit un au sens léniniste du terme : celui des milliers de trotskystes en URSS.

C'était un parti d'une autre trempe que les tout petits groupes trotskystes occidentaux de l'époque, sans lien avec la classe ouvrière et sans tradition révolutionnaire. Oh, en URSS, les trotskystes ne disaient pas former un parti. Mais ils agissaient, raisonnaient, militaient comme un parti ; un parti qui disposait d'un capital unique, fruit de l'expérience, de l'activité révolutionnaire de générations de militants qui avaient mené une révolution prolétarienne victorieuse en Russie, qui avaient tout fait pour que triomphent les révolutions qui levaient dans la foulée de l'Octobre russe en Allemagne, Hongrie, Finlande, etc. Ce parti réunissait le meilleur des générations des militants qui avaient combattu pied à pied la dégénérescence de leur État, et sa conséquence, la trahison par les staliniens des luttes ouvrières partout dans le monde. Et ces milliers de militants ont lutté jusqu'à leur dernier souffle, au nom d'idées qui restent les nôtres : celles qui, face à la crise de toute la société dans laquelle le capitalisme a enfoncé l'humanité, proposent une issue socialiste et révolutionnaire à cette crise, la seule

voie pour que l'humanité sorte de la barbarie, de sa propre pré-histoire, et accède enfin à une société digne d'elle, car libérée de toute exploitation et oppression, une société communiste planétaire.

Il faut bien mesurer quelle perte historique a été pour la révolution le massacre de tels militants. Le capital politique et organisationnel qu'ils représentaient, et qui a en grande partie disparu avec eux, les nouvelles générations de combattants du socialisme ne l'ont toujours pas reconstitué. Et, après l'assassinat de ses camarades en URSS, Trotsky resta seul à incarner ce capital car, malgré leur courage, ceux qui se tournaient vers le trotskysme en Occident n'avaient ni la compétence, ni la conviction, ni les traditions des bolcheviks.

UN EXEMPLE POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES D'AUJOURD'HUI

Quand l'ex-prison politique de l'Oural a livré ses textes, d'ailleurs en mauvais état, la police les a confisqués. Par réflexe. Et puis, la loi lui permet d'interdire pour 30 ans, renouvelables, ce qu'elle estime menacer ses «agents opérationnels» ou leurs méthodes. Alors, si la section régionale de la police a promis de rendre ces textes, elle ne les a pas tous livrés. Et seuls quatre d'entre eux ont paru, et de façon assez confidentielle, sur le site d'une université locale et sur celui du journal économique *Kommerçant*, qui a titré: «*Les morts se sont mis à parler*». La formule sonne juste. Car quelles traces restait-il des milliers de cadres et militants bolcheviques calomniés, déportés et finalement assassinés dans les camps de Vorkouta et Magadan?

Evguénia Guinzbourg, auteure du *Vertige* et du *Ciel de la Kolyma* qui retracent ses

dix-huit ans passés en prison et en camp, disait qu'en 1939, quand elle arriva à la Kolyma, les trotskystes y avaient tous été liquidés. Quant aux traces écrites des quinze années de leur activité clandestine, le GPOu et le KGB les ont méthodiquement détruites ou mises au secret. Un des très rares survivants du trotskysme, Alexandre Boyartchikov a raconté que, même après la mort de Staline, il attendit des années avant d'écrire ses *Mémoires*. Et il fit bien, car la police politique interrogeait régulièrement ses voisins pour vérifier qu'il n'écrivait pas le soir dans l'isba du village où, libéré, il avait été relégué sous surveillance.

La vie d'Evguénia Guinzbourg est instructive. Elle avait été la femme d'un bureaucrate dans la ligne. Mais, le régime ne pouvant s'imposer qu'en tenant tout le monde, bureaucrates compris, dans la terreur permanente, son mari fut fusillé. Quant à elle, elle fut arrêtée pour «activité trotskyste contre-révolutionnaire» car, même s'il n'y avait plus guère de trotskystes en vie, la dictature en voyait partout. Dans son cas, le GPOu ne se trompa qu'à moitié car, dans sa jeunesse, elle avait appartenu à un cercle oppositionnel, qui n'avait jamais été découvert. Eh bien, même devenue célèbre lors du dégel khrouchtchevien, et le trotskysme restant l'équivalent du diable aux yeux du régime et de ses forces de répression, elle ne souffla mot de sa jeunesse militante. Sauf avant de mourir et rien qu'à son fils Vassili Axionov, qui évoquera ensuite sa mère sous les traits d'une étudiante trotskyste dans son roman *Une saga moscovite*.

Sous Brejnev, la dictature s'étant un peu relâchée, la dissidence publia de nombreux écrits contestataires qui circulaient largement de main en main. Mais, dans la masse de ce samizdat (terme signifiant

en russe: «autoédition»), on ne trouvait rien sur les trotskystes. C'était comme s'ils n'avaient jamais combattu pour des idées dont le public devait ne rien savoir. Ainsi, dans son roman *Le premier cercle*, Soljenitsyne évoque positivement, en passant, l'Opposition de gauche, mais sans rien dire, alors qu'il le sait, de ce pour quoi elle luttait. Plus tard, devenu une gloire littéraire mondiale, il présenta, dans son *Archipel du goulag*, le trotskysme comme le jumeau du stalinisme. Et il utilisa des écrits de trotskystes russes pour accumuler des faits contre le régime, mais sans citer ceux qu'il pillait ni leurs idées ni faire passer à l'Ouest, comme il le leur avait promis et comme il en avait les moyens, les *Mémoires* que certains lui avaient confiés dans l'espoir de faire connaître leur combat.

Il fallut attendre la fin de l'URSS pour qu'y paraissent les souvenirs de ceux qui avaient échappé au massacre. Ainsi *Une longue nuit* relate ceux de Maria Joffé, la femme d'Adolf Joffé, un dirigeant soviétique ami de Trotsky, qui se suicida en 1927: elle avait été déportée pour son activité de militante trotskyste. Citons aussi les ouvrages de militants trotskystes d'origine ouvrière nés à l'aube du 20^e siècle, qui avaient participé à la révolution et à la guerre civile, tels *Les souvenirs* d'Alexandre Boyartchikov. Engagé volontaire dans l'Armée rouge à 16 ans, déporté à 28 ans, il capitula, mais resta un quart de siècle en camp, prison et relégation. Il y a les *Souvenirs et opinions* que rédigea, après plus de vingt ans de camp, Isaï Abramovitch, gagné tout jeune au bolchevisme. Dans ses *Mémoires* dédiés au «groupe de militants étudiants de l'Institut Plekhanov d'économie politique à Moscou – la plupart d'origine ouvrière ou paysanne, ils étudiaient après être passés par l'Armée rouge durant la guerre civile –, qui

combattirent dans les rangs de l'Opposition de gauche, dirigée par Léon Trotsky, et périrent dans les prisons et les camps à l'époque de la terreur stalinienne», il dit entre autres comment les écrits de Trotsky aidaient ses partisans à s'orienter et à lutter. Il y a aussi Grigori Grigorov, dont le livre *Les tournants du destin et l'arbitraire* s'arrête en 1927, quand il est déporté.

En français, on avait bien sûr les romans de l'anarchiste devenu communiste, puis trotskyste, Victor Serge: *Ville conquise*, *L'affaire Toulaev*, *S'il est minuit dans le siècle*, et ses *Mémoires* qui montrent en quoi le combat des bolcheviks

se prolongea dans celui des trotskystes soviétiques. Mais nous n'en savions que peu sur leur activité. À moins de l'imaginer à partir des écrits de Trotsky, et d'abord *La Révolution trahie* (1936), où une lecture un peu attentive fait apparaître comment sa réflexion et sa démarche n'ont rien de celles d'un « chef » isolé, mais s'appuient sur ce que font, se nourrissent de ce que disent, écrivent et lui ont transmis ses camarades restés en URSS. Car au-delà des chiffres, variables selon les périodes, sur les trotskystes qui militaient en URSS, en liberté, et de plus en plus souvent dans les prisons et les camps, sous la chape de la censure, du men-

songe et de la répression stalinienne, ce sont avec Trotsky des milliers de militants d'une envergure exceptionnelle qui nous donnent l'exemple de ce que peuvent être vraiment les relations entre militants d'un parti de type bolchevique; des militants que l'on voit se dresser, lutter, penser, écrire et agir comme membres d'un même parti, d'une même phalange de combattants de la cause de l'émancipation de la classe ouvrière, du communisme et finalement de toute l'humanité.

Puissent les nouvelles générations s'inspirer de leur exemple et s'élever à leur hauteur.

28 mai 2019



Le n°4 du Bolchevik-léniniste et une Lettre ouverte.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)
- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Le capitalisme: un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser (N° 159, 22 février 2019)



- L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes (N° 158, 18 janvier 2019)

• IDÉES/HISTOIRE

- Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (N° 157, 16 novembre 2018)
- 80 ans après la fondation de la IV^e Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (n° 156, 19 octobre 2018)
- Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capitalisme décadent (n° 155, 15 juin 2018)
- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)
- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,88 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Presse Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeitersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203
<http://www.the-spark.net>



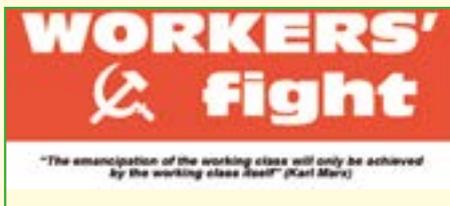
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



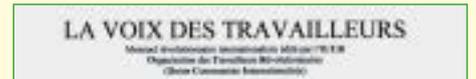
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>